FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale AFRITAC Centre Libreville, Gabon



RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL (MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018)

SITUATION AU 31 OCTOBRE 2017

Sommaire

I. Introduction et vue d'ensemble	2
II. Principaux résultats atteints au 31 octobre 2017	
i. Administration des revenus	
ii. Gestion des finances publiques	9
iii. Gestion de la dette publique	
iv. Régulation et supervision bancaires	14
v. Statistiques macroéconomiques	18
vi. Statistiques des finances publiques	20
III. Niveau d'exécution des activités et ressources utilisées	22
Tableaux	
Tableau 1. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 202	17 5
Graphiques	
Graphique 1 : Activités réalisées par pays	23
Graphique 2 : Activités réalisées par domaine	23
Graphique 3 : Ressources utilisées par pays	
Graphique 4 : Ressources utilisées par domaine	25
Graphique 5 : Répartition des ressources par pays	
Graphique 6 : Répartition des ressources par domaine	
Graphique 7 : Mobilisation de l'expertise régionale	26
Annexes	
Annexe 1 : Cadre logique année fiscale 2018	
Annexe 2 : Activités programmées et réalisées par pays et domaine	
Annexe 3 : Ressources programmées et utilisées par pays et domaine	
Annexe 4 : Suivi détaillé des ressources utilisées par pays	
Annexe 5 : Suivi détaillé des ressources utilisées par domaine	
Annexe 6 : Séminaires et cours	
Annexe 7: Projets pluriannuels	
Annexe 8: Personnel d'AFRITAC Centre	

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

- 1. Ce rapport présente la synthèse des activités réalisées par le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) durant le premier semestre de l'année fiscale 2018 qui couvre la période allant du 01 mai 2017 au 31 octobre 2017.
- 2. Le programme de travail de l'année fiscale 2018 a été établi en tenant compte des objectifs stratégiques définis dans le cadre logique du Centre à l'échéance du troisième cycle de financement à fin avril 2022. Ces objectifs, leurs critères de réalisation, et les étapes intermédiaires sont déclinés par domaine d'activités, dans le cadre logique du Centre pour la l'année fiscale 2018 (cf. Annexe 1).
- 3. Dans ce sens, le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres s'agissant des principaux objectifs d'intervention, et des priorités des réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités d'AFC ont été menés par l'équipe des 8 conseillers résidents appuyés par une équipe administrative de 5 membres (cf. Annexe 8). Les activités de l'AFRITAC Centre sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Les activités sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires au développement impliqués dans la mise en œuvre des réformes.
- 4. Les activités du premier semestre de l'année fiscale 2018 ont été réalisées dans le cadre de projets pluriannuels, de missions ponctuelles d'assistance technique, de séminaires régionaux et d'appuis aux institutions régionales et des programmes d'apprentissage par les pairs en tenant compte des objectifs retenus dans le cadre logique d'AFRITAC Centre pour la période 2017-2022. Le programme du premier semestre couvre également l'appui à la mise en œuvre des réformes régionales, qu'il s'agisse de travaux en collaboration avec les institutions régionales (CEEAC, CEMAC, BEAC, et COBAC), des activités au niveau des États pour l'internalisation de ces réformes.

Appuis régionaux

5. Au plan régional, AFRITAC Centre a poursuivi ses appuis à la CEMAC dans le cadre du renforcement des capacités des parlementaires en matière de suivi de l'exécution du budget, et dans l'appui au lancement des réformes des finances publiques dans les pays de la région par la constitution et la formation d'un pôle d'experts en finances publiques issus de la région. Le Centre a par ailleurs formulé deux avis de conformité sur les projets de textes de transposition des directives de la CEMAC sur les finances publiques pour le Cameroun et la République du Congo.

Séminaires régionaux et apprentissage par les pairs

6. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2017, AFC a organisé 3 (trois) séminaires régionaux respectivement sur les thèmes de : (1) l'analyse de viabilité de la dette en partenariat avec la Banque mondiale et le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation au FMI; (2) la régulation et la supervision des établissements et des services de paiement et de monnaie électronique; (3) la supervision consolidée des groupes bancaires, pour le compte de la COBAC à l'attention du CSBAOC (Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre). Par contre, le séminaire régional sur le pilotage de l'exécution du budget initialement prévu au mois d'octobre a été repoussé au mois de novembre suivant pour des raisons de disponibilité des experts et d'ajustement du programme des missions d'assistance technique dans les pays membres.

Coordination et collaboration avec les autres partenaires au développement

- 7. Au cours du premier semestre, la coordination/collaboration avec les partenaires au développement se poursuit, en particulier dans les domaines des finances publiques (dépenses et recettes), des statistiques macroéconomiques et de la gestion de la dette publique. Les principaux partenaires avec lesquels les appuis d'AFRITAC sont coordonnés, voire menés conjointement, sont le Pôle-PNUD de Dakar, l'AFRISTAT, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Coopération française, et l'Union européenne, notamment.
- 8. A titre d'exemple, au cours du premier semestre, AFRITAC Centre a poursuivi, dans le domaine des statistiques macroéconomiques, son appui au rattrapage des comptes nationaux annuels de la République Centrafricaine avec AFRISTAT, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Au Tchad, AFRITAC Centre a amorcé des échanges fructueux avec le PNUD sur la mise en place de la stratégie nationale de développement des statistiques des finances publiques. En République du Congo, AFRITAC Centre a poursuivi la mise en place des projets annuels de performance avec le Pôle-PNUD de Dakar.
- 9. Par ailleurs, les autres partenaires au développement sont régulièrement informés des activités menées par le Centre au cours des séances de restitution organisées en fin de mission par les conseillers résidents et experts ou à l'occasion des visites du Coordonnateur du Centre. Le Centre a mis en place un nouveau site web (http://afritaccentre.org/) et une page Facebook (https://www.facebook.com/AFRITACcentre) sur lesquels sont publiés toutes les informations sur les résultats atteints par ses activités.

Principaux risques opérationnels

10. La situation sécuritaire, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales chargées de la mise en œuvre des réformes constituent les facteurs de risques

opérationnels les plus sérieux s'agissant de la réalisation des objectifs et des résultats tels que fixés par le cadre logique d'AFRITAC Centre.

- Situation sécuritaire et stabilité politique. Renforcer les capacités dans les Etats en situation de fragilité et notamment au Burundi, en République démocratique du Congo a été une priorité du programme de travail de l'année fiscale 2018. Toutefois, l'exécution du programme dans ces Etats a fortement dépendu des conditions de sécurité et de la stabilité de l'environnement ;
- Engagement des responsables et disponibilité des équipes nationales. Compte tenu des modalités de délivrance des appuis par AFRITAC Centre, essentiellement par la mise à disposition de conseillers et experts pour des visites de courte durée, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales à travailler avec ces conseillers et experts ont été des conditions essentielles à l'efficacité des missions, tout comme leur disponibilité à poursuivre les travaux entre deux visites des experts ;
- Risque sécuritaire et nécessaire adaptation des modalités de délivrance de l'assistance technique. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, plusieurs activités ont été reprogrammées ou reportées dans certains pays membres pour des raisons sécuritaires comme pour le Burundi et la République Démocratique du Congo. Dans d'autres pays, comme la République du Congo et la Guinée-équatoriale, ces reports sont en partie due à l'indisponibilité des équipes nationales. C'est pourquoi le Centre se propose d'adapter ses modalités de délivrance pour le second semestre par l'organisation de plusieurs ateliers techniques délocalisés au siège du Centre à Libreville afin d'en minimiser l'impact sur la réalisation du programme de travail et les résultats attendus par les parties prenantes.

II. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS AU 31 OCTOBRE 2017

11. Les principaux résultats atteints au cours du semestre sont mentionnés dans les sections suivantes de ce rapport. A mi- année, ces résultats doivent s'apprécier comme des résultats intermédiaires. Le tableau 1 ci-après synthétise la mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2017 et évalue schématiquement les résultats accomplis dans les différents domaines d'expertise couverts.

Tableau 1. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2017

4. Résultats 2. Résultats Progrès 3. Résultats 1. Résultats Aucune activité réalisée sur la largement partiellement accomplis: atteints non atteints période de mai à octobre 2017 atteints atteints Guinée Région Congo CEMAC RCA RDC STP Tchad Gabon Burundi Cameroun AFRÏTAC équatoriale Administration des revenus Administration douanière Objectif 2 : Renforcer les principales fonctions des administrations douanières Administration fiscale Objectif 1 : Moderniser le cadre institutionnel des administrations fiscales Objectif 2: Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales Gestion des finances publiques Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le contrôle Gestion de la dette publique Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'analyse et de viabilité de la dette Régulation et supervision bancaires Objectif 1 : Renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles Objectif 2 : Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques Objectif 3 : Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière Objectif 4 : Améliorer l'efficacité de la supervision Statistiques macroéconomiques Objectif 1 : Appuyer à l'élaboration des comptes nationaux annuels Objectif 2 : Appuyer à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels Statistiques des finances publiques Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des finances publiques Objectif 2 : Appuyer l'amélioration de la transparence des statistiques

financières

i. Administration des revenus

Administration douanière

A. Les objectifs de l'assistance technique

13. Le programme de travail en administration douanière s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernances des administrations des revenus ;

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

14. Au 31 octobre 2017, le programme de travail en administration douanière a été réalisé en étroite collaboration avec le programme d'assistance technique régional mis en œuvre par les services du département des finances publiques du FMI. Les activités menées entrent toutes dans le cadre de projets pluriannuels s'intégrant dans le programme régional de réforme et de modernisation des administrations douanières.

Situation par pays

Cameroun

14. Une mission d'assistance technique effectuée a permis de : (1) moderniser les procédures de transit ; (2) sécuriser le traitement et l'apurement des opérations de transit ; et (3) assister les cadres à l'utilisation du module transit du système d'information de la douane (cf. Encadré 1, page 7).

République du Congo

15. Une mission d'assistance technique a mis à disposition un projet de texte de l'instruction-cadre couvrant l'ensemble du processus de dédouanement au port de Pointe-Noire à la Direction générale des douanes et des fiches emploi couvrant les métiers du dédouanement et devant être aménagées au contexte congolais avant d'être intégrées, sous forme de simples références à l'instruction-cadre.

Gabon

16. Une mission a permis d'assister les services compétents dans le suivi et contrôle de la destination réelle des biens exonérés et l'élaboration de mesures pratiques de sécurisation des opérations de dédouanement des biens exonérés.

Tchad

17. Une mission d'assistance technique a concouru à l'opérationnalisation de l'application de gestion des exonérations et du transit, au renforcement du suivi à destination des biens exonérés.

Encadré 1

Contexte : L'opération de recoupement de l'information fiscale constitue une piste de mobilisation des recettes intérieures que le Cameroun entend développer

Titre du projet : Recoupement de l'information fiscale comme puissant levier de mobilisation des ressources intérieures.

Pays: Cameroun

ays: Cameroun

Domaine d'intervention: Administration des Revenus

Date de mise en œuvre : 2016-2017

Objectifs de l'appui : Améliorer les programmations des contrôles fiscaux sur la base des critères d'analyse des risques afin d'optimiser la mobilisation des recettes fiscales.

Rôle d'AFC dans l'appui: AFC appuie les administrations fiscales et douanières dans la formation des cadres ayant en charge les enquêtes et recoupements. Le Centre apporte un appui à l'exploitation des données sur des feuilles Excel, en rapprochant (i) les importations et les déclarations fiscales ; (ii) les paiements des marchés publics aux entreprises avec les déclarations fiscales déposées par ces entreprises ; (iii) les montants payés aux fournisseurs ou clients des grandes entreprises avec les déclarations fiscales.

Principaux résultats obtenus : L'exploitation des résultats de recoupement a permis (i) l'identification de nouvelles entreprises qui n'étaient pas fichées dans les registres de l'administrations fiscale ; (ii) des minorations ou dissimulation des recettes sont constatées et les redressements faits par l'administration fiscale dans le cadre d'une procédure de contrôles engrangent des recettes supplémentaires conséquentes ;(iii) un reclassement des entreprises dans de nouveaux segments appropries a été effectué (grandes entreprises, moyennes entreprises et petites entreprises) ; (iv) le repérage d'importantes fraudes au niveau du cordon douanier.

Impact du projet : Le recoupement de l'information fiscale a permis : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale : (ii) le changement du comportement déclaratif des contribuables.

Facteurs de succès : AFRITAC Centre a apporté à la DGI/ DGD du Cameroun une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation de l'opération de recoupement par les services d'enquêtes (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite des opérations fiscales.

Leçons apprises : Malgré les défis budgétaires liés au ralentissement de l'activité économique, la mobilisation des recettes intérieures a été possible grâce à la maitrise et l'exploitation de l'information fiscale. La collaboration des administrations financières (Douanes, Trésor, impôt) qui administrent plus de 60% des opérations budgétaires est primordiale et peut déboucher sur des pistes importantes d'amélioration des recettes.

Administration fiscale

A. Les objectifs de l'assistance technique

- 18. Le programme de travail en administration fiscale s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :
- **Objectif 1 :** Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernances des administrations des revenus ;
- **Objectif 3 :** Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

Cameroun

19. Au cours d'une mission d'assistance technique conjointe du département des finances publiques du FMI et AFRITAC Centre, des propositions de renforcement de l'organisation et des procédures afin d'augmenter le niveau de collecte du revenu fiscal dans le cadre du programme conclu avec le FMI au mois de juin 2017 ont été présentées à la Direction générale des impôts (cf. Encadré, page 6).

République Centrafricaine

20. La visite effectuée dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) mettre en place de la valeur plancher (BIVAC) de liquidation en douane ; (2) rectifier les écarts de valeurs entre janvier 2016 et avril 2017 ; et (3) finaliser le mécanisme de paiement différé de la TVA à l'importation.

Gabon

- 21. Une mission d'assistance technique a permis entre autres d'/de : (1) élaborer la cartographie des risques douaniers des 20 premiers importateurs de produits exonérés et rapprocher avec les risques fiscaux; (2) analyser les dispositions applicables aux 20 importateurs identifiés dans les Conventions, Charte des investissements ou Accords de siège; (3) élaborer un chronogramme de contrôle à destination des principaux importateurs de produits exonérés à risques élevés de fraudes et (4) proposer des mesures simples de vérification préalable de la validité des exonérations et de l'identité des bénéficiaires (NIF, Adresse, etc.).
- 22. Une mission du département des finances publiques du FMI à laquelle prenait part

AFC, a contribué à : (1) l'identification des mesures de court terme permettant l'amélioration du niveau de mobilisation des recettes budgétaires 2017 ; (2) l'identification des domaines visant à renforcer l'administration douanière à moyen et long terme ; et (3) la proposition des mesures à mettre en œuvre préalablement à la mise en œuvre de l'Office gabonais des recettes.

Guinée équatoriale

23. Une mission d'assistance technique a contribué à la réalisation des quatre actions suivantes : (1) modernisation et simplification des procédures de déclaration et de paiement ; (2) formation en contrôle sur pièces sur la base de l'analyse des déclarations fiscales déposées en 2017 (secteur banque, transport international, société des hydrocarbures) ; (3) proposition des mesures de renforcement des arriérés fiscaux ; (4) proposition du manuel des procédures et d'activités.

Tchad

24. Une mission a appuyé les services de la Direction générale des impôts du Tchad pour : la consolidation et l'élargissement de leur répertoire, le suivi du respect des obligations fiscales par les contribuables, l'élaboration d'un plan de contrôle basé sur des critères de risques, l'élaboration et le partage des outils didactiques et méthodologiques en matière de CSP, la gestion des arriérés fiscaux et l'élaboration des indicateurs de rendement.

ii. Gestion des finances publiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

25. Le programme de travail en gestion des finances publiques fiscale s'articule autour des quatre objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques ;

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle.

Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Au plan régional

CEMAC

26. Le Centre a contribué au renforcement des capacités des cadres parlementaires par la présentation d'outils et techniques du parlement pour assurer la mise en œuvre du principe de sincérité dans l'exécution des lois des finances au cours d'un atelier organisé par la CEMAC à N'Djamena. Aussi, le Centre a collaboré à la définition de stratégies de mise en place des réformes dans les segments identifiés tels que le budget programme, l'investissement, la comptabilité patrimoniale, et le contrôle interne au cours de l'atelier de Douala. Le Centre a par ailleurs effectué la revue de textes de transposition des directives de la CEMAC pour le Cameroun et la République du Congo.

Situation par pays

Cameroun

27. Une mission d'assistance technique a apporté son appui à l'amélioration et à la modernisation de la comptabilité de l'Etat par : (1) la mise en place effective de la norme comptable sur les immobilisations financières, (2) la relecture et la finalisation des normes comptables et (3) la vérification de l'avancement de la fiabilisation de la balance de l'exercice 2015

Gabon

- 28. Une mission conjointe d'AFC et du département des finances publiques a recommandé un cadre organisationnel et des processus pour mieux suivre les deux groupes d'entités publiques que sont d'une part les établissements publics à caractère administratif et d'autre part les entreprises publiques (cf. Encadré 2, page 11).
- 29. Une mission d'assistance technique a permis de (1) faire le point de l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de mai 2016; (2) identifier les contraintes de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) déjà créés; (3) analyser les affectations de recettes à des dépenses publiques spécifiques non reflétées dans la loi de finances; et (4) proposer des solutions de prises en charge dans la loi de finances de l'année.

Encadré 2

Contexte: Le contexte budgétaire au Gabon est marqué par une présentation non optimale des opérations budgétaires des administrations dans le document du budget de l'Etat. Un renforcement des capacités dans le domaine des régimes juridiques des affectations de recettes, leur identification et leur prise en charge dans la documentation budgétaire a donc été jugé nécessaire.

Titre du projet : Appui à l'amélioration de l'exhaustivité du budget de l'Etat

Pays: Gabon

Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique

Date de mise en œuvre : 2014-2017

Objectifs de l'appui : : Identifier les recettes affectées gérées en dehors des procédures budgétaires normales et les intégrer dans le budget de l'Etat et améliorer l'exhaustivité du budget.

Rôle d'AFC dans l'appui: Former les autorités sur les fondements des différentes affectations de recettes (Budget annexe, Compte spécial du trésor et budgets autonomes des organismes publics) et inventaire et analyse des textes de création des recettes affectées. Appui à la détermination des modalités de prise en charge dans la loi de finances et de leur exécution.

Principaux résultats obtenus : Nouvelle présentation de la structure de la loi de finances et du Budget de l'Etat est disponible, amélioration de l'exhaustivité du budget avec six comptes d'affectation spéciale / Intégration dans le budget de l'Etat des opérations jusque-là exécutées en trésorerie et amélioration de l'exhaustivité de la loi de finances.

Impact du projet : Une meilleure connaissance des opérations budgétaires et financières de l'Etat qui permet au Gabon une présentation plus conforme des lois de finances.

Facteurs de succès : Disponibilité et ouverture d'esprit de l'équipe en charge des reformes du budget programme et la qualité de l'expertise durant le déroulement du projet.

Guinée équatoriale

30. L'identification des besoins d'assistance technique des services financiers de la Guinée équatoriale dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable en vue de leur intégration au programme de travail du Centre a été effectuée au cours ce semestre au mois d'octobre. Par contre, le pays n'a pas participé à l'atelier technique régional sur la documentation comptable organisé au siège d'AFC à Libreville au mois de juillet 2017.

République démocratique du Congo

31. Une mission d'assistance technique a permis d': (1) appuyer les autorités pour la consolidation des maquettes de budget de programme (2) élaborer un plan d'action aligné sur les dispositions de la loi en ce qui concerne le budget programme et (3) examiner la situation des affectations sous la forme de budgets annexes ou de comptes d'affectation spéciale.

Sao Tomé-et-Principe

32. Les besoins d'appui des services techniques financiers de São Tomé-et-Principe dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable ont été identifiés en vue de leur intégration au programme de travail du Centre.

Tchad

- 33. Les cadres des administrations financières ont vu leurs capacités renforcer afin d'améliorer la tenue de la comptabilité, de fiabiliser les comptes et la balance produites, ainsi que le plan de trésorerie et l'information financière qui en découle, au cours d'un atelier technique organisé par AFC au mois de juillet à Libreville.
- 34. La seconde mission d'assistance technique a permis d'améliorer la présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. La mission a pu ainsi identifier un budget annexe et plusieurs comptes spéciaux du trésor à intégrer dans le budget de l'Etat.

iii. Gestion de la dette publique

A. Les objectifs de l'assistance technique

- 35. Le programme de travail en gestion de la dette publique s'articule autour des six objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :
- **Objectif 1** : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics ;
- **Objectif 2** : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics ;
- **Objectif 3** : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales ;
- **Objectif 4** : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur ;
- **Objectif 5**: Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement ;
- **Objectif 6** : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

36. Trois missions ont été repoussées pour le deuxième semestre de l'année, soit pour des raisons sécuritaires ou sur demande des autorités. Au cours du premier semestre, quatre missions (hors séminaire) ont été réalisées par le conseiller résident.

Au plan régional

37. Les gestionnaires de la dette dans les pays de la région ont vu leurs capacités renforcées dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenue AVD-PFR au cours d'un séminaire régional organisé conjointement avec le département SPR du FMI.

Situation par pays

République Centrafricaine

38. L'assistance technique fourni a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette en matière de reporting de la dette. A l'issu de la mission, un bulletin de la dette a été produit pour le premier semestre 2017.

Gabon

39. Les gestionnaires de la dette ont renforcé leurs capacités dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des pays à accès aux marchés AVD-PAM. Une analyse de viabilité de la dette du Gabon a été réalisée par les cadres de la Direction Générale de la Dette en utilisant l'outil quantitatif AVD-PAM. Cette administration est désormais en mesure de réaliser l'analyse de viabilité de la dette publique du Gabon de manière autonome.

République démocratique du Congo

40. Au cours de ce semestre, les gestionnaires de la dette ont renforcé les capacités en matière de reporting de la dette. Ainsi, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin de la dette pour le premier trimestre 2017.

Tchad

41. L'appui d'AFRITAC Centre a permis de renforcer ces capacités des gestionnaires de la dette en matière de reporting de la dette. En plus, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin périodique de la dette pour le premier trimestre 2017 (cf. Encadré 3, page 14).

Encadré 3

Contexte: La publication par le Tchad d'un rapport annuel sur la dette publique a été jugé prioritaire par les autorités nationales du pays. Cela nécessitait un renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel sur les pratiques de la gestion de la dette.

Titre du projet : Améliorer le reporting de la dette

Pays: Tchad

Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique

Date de mise en œuvre : 2016-2017

Objectifs de l'appui : Assister la direction de la dette pour la production d'un rapport annuel de la dette en vue d'une part de satisfaire une condition de décaissement du crédit FMI et d'autre part d'introduire la production d'un rapport annuel dans les pratiques de gestion de la dette

Rôle d'AFC dans l'appui: Former les cadres de la Direction de la dette (DD) sur l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette et assister la Direction de la Dette dans la production d'un rapport annuel de la dette.

Principaux résultats obtenus : - Les capacités des cadres de la DD ont été renforcées et le rapport annuel de la dette pour l'année 2016 a été produit et publié.

Impact du projet : La Direction de la dette est désormais en mesure de produire de manière autonome et régulière le rapport annuel de la dette et le *reporting* de la dette publique est amélioré.

Facteurs de succès : La bonne volonté des cadres de la Direction de la dette ainsi que la priorisation par les autorités nationales de la réorganisation des taches au sein de la DD pour situer le *reporting* de la dette.

Leçons apprises : Il y a nécessité à accompagner les structures de la dette pour passer d'une gestion administrative de la dette à une gestion active selon les meilleures pratiques.

iv. Régulation et supervision bancaires

A. Les objectifs de l'assistance technique

- 42. Le programme de travail en régulation et supervision bancaires s'articule autour des quatre objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre pour 2017-2022 :
- **Objectif 1 :** Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales ;
- **Objectif 2 :** Accroître l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire ;
- **Objectif 3 :** S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier ;
- **Objectif 4** : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Au plan régional

- 43. Un séminaire régional relatif à à la régulation et à la supervision des établissements et des services de paiement et de monnaie électronique a été organisé en septembre 2017. Il a passé en revue les problématiques relatives à la supervision des services de paiement et de monnaie électronique et a proposé des orientations pour élaborer un cadre de régulation efficace. Il répondait aussi aux besoins des autorités de mieux comprendre et maîtriser les risques induits par l'essor des services de paiement. Certains des pays participants travaillent à l'élaboration d'un tel cadre (COBAC) ou viennent de s'en doter (Burundi).
- 44. À la demande du CSBAOC (Comité des Superviseurs des Banques d'Afrique de l'Ouest et du Centre), dont le Secrétariat Permanent est assuré par le Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), un séminaire régional a été animé par l'AFRITAC Centre à Libreville sur la supervision consolidée des groupes bancaires. Ce séminaire régional a constitué aussi une excellente opportunité de former les cadres de la COBAC à la supervision bancaire sur base consolidée.

Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)

45. Les activités intensives réalisées au cours de la période ont permis de réaliser six missions d'assistance technique importantes durant le semestre : (1) la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire ; (2) la révision du cadre réglementaire relatif à la supervision consolidée des groupes bancaires ; (3) la revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des institutions de microfinance, selon l'approche de supervision basée sur les risques (cf. Encadré 4, page 16) ; (4) le renforcement de l'efficacité opérationnelle et de la qualité juridique des mesures préventives décidées dans le cadre de l'intervention précoce pour le traitement des difficultés des banques fragiles ; (5) la révision du cadre réglementaire relatif à la régulation et à la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique ; et (6) la revue des nouveaux projets d'états financiers réglementaires relatifs à la supervision consolidée des groupes bancaires.

Encadré 4

Contexte: La COBAC a exprimé le besoin d'un appui de l'AFRITAC Centre pour la mise en œuvre de son plan d'actions stratégiques destinées à améliorer l'efficacité de son modèle de supervision et à mettre en œuvre les recommandations émises par le FMI lors du dernier FSAP (2014-2015).

Titre du projet : Intensification de l'assistance technique à COBAC

Organisation: CEMAC (COBAC)

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre :

Objectifs de l'appui : Assister la COBAC pour la révision de la réglementation prudentielle et du renforcement de ses capacités à mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.

Rôle d'AFC dans l'appui : L'AFRITAC Centre intervient principalement pour (i) réviser les projets de règlements que le SG-COBAC lui soumet et lui proposer, s'il y a lieu, des réorientations dans les choix prudentiels à opérer, et (ii) examiner les modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place en vue de proposer des aménagements concrets pour faire évoluer les pratiques vers la supervision basée sur les risques.

Principaux résultats obtenus: L'AFRITAC Centre a intensifié son assistance technique à un niveau jamais atteint jusqu'à présent et a ainsi (i) réalisé sept missions d'assistance technique pendant l'année fiscale 2018, (ii) préparé et animé un séminaire du CSBAOC (Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre) à la demande de la COBAC, et (iii) fait participer de nombreux cadres de la COBAC à deux nouveaux séminaires régionaux. Par conséquent, au travers des présentations, des aide-mémoire et des rapports de mission, le SG-COBAC a reçu des conseils avisés pour progresser dans ses réformes dans une variété de domaines particulièrement utiles pour renforcer l'efficacité de l'exercice de ses missions: la supervision sur base consolidée, la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique, l'intervention précoce de la COBAC pour traiter les banques fragiles, le contrôle sur pièces des institutions de microfinance selon l'approche par les risques, la structuration de la gestion des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire.

Impact du projet : Cet ensemble de missions de divers formats et de thématiques variées a conforté la COBAC dans la dynamique de réforme impulsée par Son secrétaire Général. Plusieurs missions participent de projets pluriannuels qui ne sont pas encore terminés. Il reviendra au SG-COBAC de finaliser la mise en œuvre des projets en s'appropriant les recommandations détaillées fournies dans le cadre de l'assistance technique.

Facteurs de succès: L'engagement volontaire du Secrétaire Général et des équipes de la COBAC a certainement donné l'opportunité à l'AFRITAC Centre d'apporter une contribution aussi riche. Pour sa part, l'AFRITAC a fait preuve d'une grande disponibilité et d'une capacité d'adaptation aux contraintes élevées du SG-COBAC pour moduler son appui en fonction des besoins évolutifs et ciblés. La qualité de la coopération entretenue par le conseiller résident, tout comme le profil d'excellence des experts court-terme recrutés par l'AFRITAC, ont également été un facteur important pour faire avancer les projets de réforme et renforcer les capacités des superviseurs de la COBAC, grâce au partage de leur expérience éprouvée de la supervision bancaire et la proposition de solutions opérationnelles adaptées aux besoins spécifiques de la sous-région.

Situation par pays

République du Burundi

46. L'assistance technique de l'AFRITAC Centre à la Banque de la République du Burundi (BRB), pour la révision de la réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (adoption d'un ratio de type LCR conforme à Bâle III) s'est poursuivie sous la forme d'une assistance à distance en attendant le prochain atelier de travail avec l'équipe-projet de la BRB (cf. Encadré 5).

Encadré 5

Contexte: Le programme de renforcement des capacités consiste à mettre en œuvre la stratégie définie par la Communauté Est Africaine(CEA) dont le Burundi est membre et qui vise notamment à bâtir à moyen terme un cadre de supervision unique dans l'EAC.

Titre du projet : Mise en place d'un ratio de liquidité à court terme de type LCR conforme au dispositif de Bâle III

Pays: Burundi

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre : 2016-2017

Objectifs de l'appui : Finaliser la nouvelle réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (LCR, *liquidity coverage ratio*)

Rôle d'AFC dans l'appui: L'AFC a (i) mis en relation la BRB (Banque de la République du *Burundi*) pour une visite d'étude à la BAM (Bank Al-Maghrib) destinée à recueillir son expérience relative à la transposition du LCR au Maroc, (ii) organisé deux ateliers de travail délocalisés pour, d'abord, déterminer les choix prudentiels à opérer, déterminer une feuille de route pour engager la réforme, ensuite, réviser les projets préparés par la BRB selon les indications fournies, (iii) assuré une assistance à distance pour permettre à l'équipe-projet de la BRB d'avancer dans ses travaux entre les deux ateliers.

Principaux résultats obtenus : Les projets de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR ont été quasiment finalisés pour permettre à la BRB de réaliser rapidement l'étude d'impact, à l'issue de laquelle la version finale de ces documents pourra être publiée et entrer en vigueur.

Impact du projet : Sous réserve de la finalisation, par la BRB, des projets précités de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR, l'assistance technique de l'AFRITAC a permis à la BRB d'engager sa réforme sur des bases rigoureuses, conformes aux normes internationales et adaptées aux réalités du Burundi.

Facteurs de succès : L'AFRITAC a apporté à la BRB une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation des normes internationales, (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite d'une réforme réglementaire complexe telle que le LCR et de la méthode de travail, (iii) la définition pertinente des choix prudentiels adaptés aux besoins spécifiques du Burundi.

Leçons apprises : Malgré la difficulté de mise en œuvre de l'assistance technique inhérente à l'impossibilité pour la mission de se rendre sur place, l'AFRITAC a fait preuve d'une capacité d'adaptation notable et d'une grande disponibilité pour assurer un appui et une assistance à distance en tant que de besoin, pendant la période séparant les deux ateliers.

République démocratique du Congo

- 47. L'appui d'AFRITAC Centre a contribué à la révision des réglementations prudentielles relatives au contrôle interne et à la gestion des risques applicables aux banques de la République démocratique du Congo.
- 48. Les deux activités relatives (i) à la formation initiale des nouveaux superviseurs recrutés par la Banque Centrale du Congo (BCC) aux principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace à la supervision basée sur les risques, avec un focus sur le risque de crédit et le risque opérationnel et (ii) à l'appui à la BCC pour l'analyse des états financiers des banques établis selon les normes IFRS ont dû être reportées en raison des contraintes administratives imposées à l'AFRITAC Centre.

v. Statistiques macroéconomiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

49. Le programme de travail en statistiques macroéconomiques s'articule autour de l'objectif défini par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

République centrafricaine

50. Deux missions d'assistance technique ont été effectuées au cours de la période. Elles ont permis d'obtenir les résultats suivants : (1) mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) première estimation des comptes des années 2013 à 2016 est disponible (3) formation des comptables nationaux à la mise en place et à l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

Gabon

51. Deux missions d'assistance technique ont été conduites sur la période. Elles ont permis de lancer les travaux de rattrapage des retards des comptes nationaux annuels. Les résultats suivants ont été obtenus : (1) la mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) une première estimation des comptes nationaux des années 2011-2013 est disponible ; (3) les comptables nationaux ont été formés à la mise en place et à

l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

République démocratique du Congo

52. Une mission d'assistance technique a appuyé la compilation des comptes nationaux de 2016 au moyen de l'outil simplifiée d'élaboration des comptes nationaux. Une série des comptes nationaux de 2005 à 2016 conforme au SCN 1993 est disponible. Sa diffusion est attendue (cf. Encadré 5).

Encadré 5

Contexte: Ces cinq pays sur huit ont enregistré des retards d'un à cinq ans dans l'élaboration des comptes nationaux dans le système SCN 1993.

Titre du projet : Rattrapage des retards des comptes nationaux

Pays: Burundi Guinée Equatoriale République du Congo République Démocratique du Congo

Z Tchad

Domaine d'intervention : Statistiques macroéconomiques

Date de mise en œuvre : 2017 – En cours pour la soutenabilité

Objectifs de l'appui : Rattraper les retards des comptes nationaux de ces pays et rendre les comptes conformes aux standards internationaux en la matière, d'abord le SCN 1993 et plus tard le SCN 2008.

Rôle d'AFC dans l'appui : 2 axes principaux d'intervention 1/ Mise en place d'un outil flexible et simple par l'AFC pour accompagner les comptables nationaux en vue du rattrapage des retards des comptes par la méthode dite de comptes provisoires et d'interpolation. Et 2/ Le renforcement des capacités par la formation et l'échange d'expérience sur les bonnes pratiques en matière de comptabilité nationale.

Principaux résultats obtenus : Rattrapage des retards des comptes nationaux grâce à l'utilisation de l'outil simplifié. Ainsi une série des comptes nationaux à jour 2005-2016 selon le *SCN 1993* est disponible dans ces pays et ils sont surtout publié alors que de longues dates ces comptes étaient restés non diffusés. L'outil est bien adapté aux besoins et il est en cours d'extension aux autres états membres.

Impact du projet : Ces pays disposent maintenant de comptes nationaux plus fiables qui leur permettront d'élaborer des politiques économiques adéquates et de penser à aller plus loin par la mise en œuvre prochaine des comptes nationaux trimestriels.

Facteurs de succès : La forte implication des autorités des INS dans le développement de la statistique ainsi que l'expertise de l'AFC avec un outil plus adapté aux besoins de ses Etats membres.

Leçons apprises : Des efforts sont encore nécessaires pour disposer à temps des données de base pour des comptes nationaux plus fiables. Le renforcement des capacités en ressources humaines ne doit pas se relâcher.

Tchad

53. Une mission d'assistance technique a appuyé l'élaboration des comptes nationaux provisoires de 2016 (cf. Encadré 6, page 20) et en a recommandé la publication avant la fin de septembre 2017. La série 2005-2015 était déjà publiée. Ainsi pour la première fois, le

Tchad répondra à l'exigence de délais du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) pour le Produit Intérieur Brut (PIB) annuel, soit neuf mois après la période de référence.

Encadré 6

Le rattraj	page des retards des con	nptes en date de décem	bre 2017
	Types de compt	es disponibles	
Pays membres	Comptes nationaux	Comptes nationaux	Comptes trimestriels
	annuels définitifs	annuels provisoires	
Burundi	2005-2015	2016	Jusqu'au quatrième
			trimestre 2017;
			Publication attendue
Cameroun	1993-2015	2016	Jusqu'au quatrième
			trimestre 2017
République du Congo	2005-2015	2016 en cours	
Gabon	2001-2010 ; 2013	2014 ; 2015	Etape suivante FY19
Guinée équatoriale	2006-2015	2016	
République	2005-2008 ; 2012	2013-2015	
Centrafricaine			
République	2005-2015	2016	
Démocratique du Congo			
Sao Tome-et-Principe	2001-2008	2009-2016	
Tchad	2005-2015	2016	Etape suivante FY19

vi. Statistiques des finances publiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

54. Le programme de travail en statistiques des finances publiques s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions ;

Objectif 2 : Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.

B. Résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

République Centrafricaine

55. La mission d'assistance technique a contribué à l'établissement d'une table de

correspondance entre le Plan Comptable/Nomenclature Budgétaire de l'Etat (PCE/NBE) et la classification du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014* (*MSFP 2001/2014*), permettant ainsi l'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source de données des statistiques des finances publiques (cf. Encadré, cidessus). Aussi, la mission a pu élaborer les Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFEs) des années fiscales de 2014, 2015 et 2016, permettant ainsi la RCA de rattraper les retards qu'elle accusait dans l'annuaire des statistiques du FMI.

République du Congo

56. Une mission d'assistance technique a, entre autres : (1) formé l'équipe congolaise du TOFE sur l'assistant de classification entre les codes et comptes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et et ceux du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014 (MSFP 2001/2014* et sur la procédure d'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données du TOFE; et (2) élaboré un outil Excel de reporting des données de la dette du secteur public destinées à l'élaboration de la partie du financement du TOFE.

République démocratique du Congo

57. La mission d'assistance technique a contribué à l'établissement du tableau institutionnel du secteur public congolais (délimitant les sous-secteurs du secteur public congolais selon les du *MSFP 2014*); à la finalisation du plan d'actions de migration progressive vers la méthodologie du *MSFP 2001/2014*; et à l'élaboration d'un TOFE expérimental de l'administration centrale budgétaire au format du *MSFP 2001/2014*, en utilisant les données source de l'exercice 2016.

Sao Tomé-et-Principe

58. Les principales réalisations de cette mission d'évaluation sont les suivantes : (1) établissement d'un état des lieux des statistiques de finances publiques, concernant notamment le processus d'adoption du *MSFP 2001/2014*; (2) proposition d'une feuille de route relative à l'adoption du *MSFP 2001/2014* en vue de l'établissement d'un plan d'actions par les autorités ; et (3) identification des domaines d'assistance technique à venir et établissement des priorités des futures activités du Centre au profit du pays.

Tchad

59. L'appui d'AFRITAC Centre a porté sur la formation de l'équipe du TOFE sur l'assistant de classification entre les comptes et codes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et et ceux du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014* et l'examen de

l'état de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source potentielle des données du TOFE (cf. Encadré 7).

Encadré 7

Contexte: La République du Tchad avait besoin d'un appui afin de migrer efficacement de l'ancien TOFE base MSFP 1986 (communément dit 'base caisse') vers la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014 (base des droits constatés)

Titre du projet : Contribution au projet de la Stratégie nationale de développement de Statistique de finances publiques (SNDSFiP).

Pays: Tchad

Domaine d'intervention : Statistiques des finances publiques

Date de mise en œuvre : 2017

Objectifs de l'appui : Doter l'équipe centrafricaine en charge de la production du TOFE (Tableau des opérations financières de l'État) des capacités nécessaires pour adopter la méthodologie d'élaboration des SFP (statistiques des finances publiques) selon le *MSFP 2001/2014* et sur l'utilisation de la méthodologie du nouveau TOFE.

Rôle d'AFC dans l'appui: Etendre la couverture du TOFE a des sous-secteurs autres que celui de l'administration centrale budgétaire pour couvrir également les administrations extrabudgétaires, la sécurité sociale, les collectivités locales et les sociétés publiques.

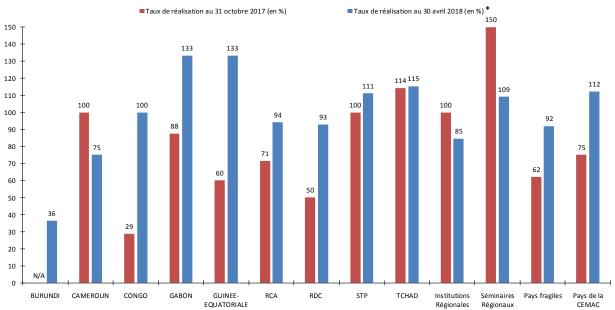
Principaux résultats obtenus : Les statistiques financières compilées et diffusées couvrent tous les soussecteurs du secteur public tchadien selon le *MSFP 2014*

Impact du projet : Les décideurs tchadiens ont une vue d'ensemble complète des besoins en financement pour décider du niveau d'endettement adéquat / Les partenaires (unilatéraux et bilatéraux) possèdent des statistiques plus exhaustives pour guider leurs prises de décision.

Facteurs de succès : La qualité de l'assistance des partenaires au développement et le niveau de coopération et de collaboration des autorités tchadiennes pendant l'exécution du projet de la SNDSFi.

III. NIVEAU D'EXECUTION DES ACTIVITES ET RESSOURCES UTILISEES

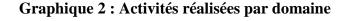
60. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, cinquante-deux activités ont été réalisées dont vingt-et-trois au profit des pays en situation de fragilité et vingt-sept au profit des pays membres de la CEMAC pour un taux de réalisation semestriel global de 79 pour cent (cf. annexe 2 ; graphique 1). Au titre des appuis aux institutions régionales, le Centre a réalisé les neuf activités prévues pour le semestre. Sur le volet des séminaires régionaux, AFRITAC Centre a organisé trois séminaires dont un dans le domaine de la gestion de la dette publique et, les deux autres dans le secteur de la régulation et supervision bancaires (cf. annexe 2).

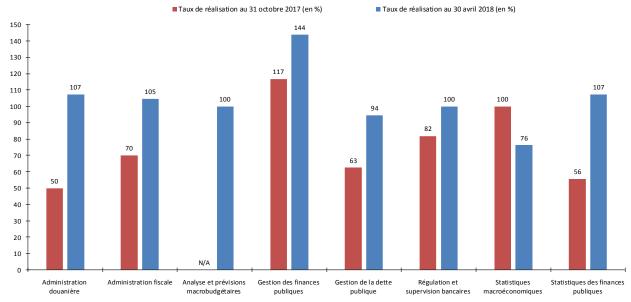


Graphique 1 : Activités réalisées par pays

*Projections de clôture au 20 mars 2018

61. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le centre a réalisé quatorze activités pour un taux de réalisation semestriel de 117 pour cent. Cette bonne performance est aussi observable dans le domaine des statistiques macroéconomiques où le taux de réalisation s'élève à cent pour cent (cf. annexe 2, graphique 2). Dans les autres domaines où les taux de réalisation sont inférieurs à 100 pour cent, un rattrapage est prévu au second semestre afin d'assurer un taux de réalisation conforme à la programmation.





^{*}Projections de clôture au 20 mars 2018

24

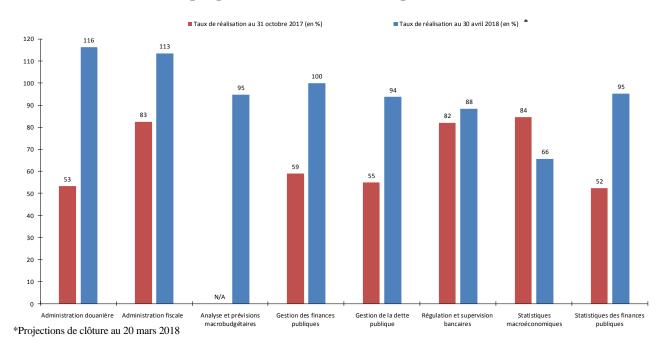
62. Pour le premier semestre de l'année fiscale 2018, les ressources ont été programmées à hauteur de 250 personnes semaines (cf. annexe 3). La plus grande part de ces ressources a été utilisée directement par l'équipe des sept conseillers résidents du centre (cf. annexe 8) et l'autre partie faisant appel à des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents. Les projections de clôture de l'exercice fiscal pour les pays en situation de fragilité s'élèvent à 87 pour cent et pour les pays de la CEMAC à 107 pour cent. Sur l'ensemble du Centre, les prévisions de clôture au 30 avril 2018 projettent un taux d'utilisation des ressources de 93 pour cent sur l'ensemble des pays membres du Centre (cf. annexe 3, graphique 3).

■ Taux de réalisation au 31 octobre 2017 (en %) ■ Taux de réalisation au 30 avril 2018 (en %) 137 135 118 105 90 75 60 45 30 15 BURUNDI CAMEROLIN CONGO GABON GUINEE-RCA RDC STP TCHAD Institutions Séminaires Pays fragiles Pavs de la Régionaux Régionales

Graphique 3 : Ressources utilisées par pays

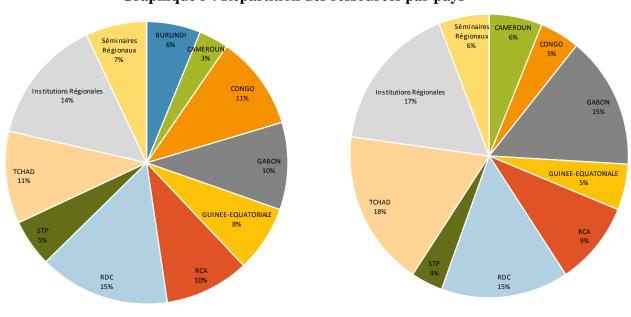
*Projections de clôture au 20 mars 2018

63. Au cours du semestre, les domaines de l'administration fiscale, de la régulation et supervision bancaires et des statistiques macroéconomiques ont mise à profit un peu plus des 80 pour cent (cf. annexe 3, graphique 4) des ressources programmées dans leurs domaines respectifs. Cette tendance tend à se confirmer au second semestre à l'exception du secteur des statistiques macroéconomiques où une baisse est observable qui est due à des annulations des activités imputables à l'indisponibilité des autorités et à l'assistance technique fournie par d'autres bailleurs. Toutefois, une stratégie de rattrapage est prévue au second semestre pour les autres domaines afin d'obtenir un taux d'utilisation global de 93 pour cent en fin d'exercice fiscal (cf. annexe 3, graphique 4).



Graphique 4 : Ressources utilisées par domaine

64. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, le Centre a consacré 23 pour cent de ses ressources aux institutions et séminaires régionaux (cf. graphique 5) soit une hausse de deux points par rapport aux prévisions. Au-delà des ressources utilisées pour les appuis régionaux, les pays de la CEMAC ont bénéficié de 58 pour cent des ressources soit une hausse de cinq points par rapport à la programmation initiale.

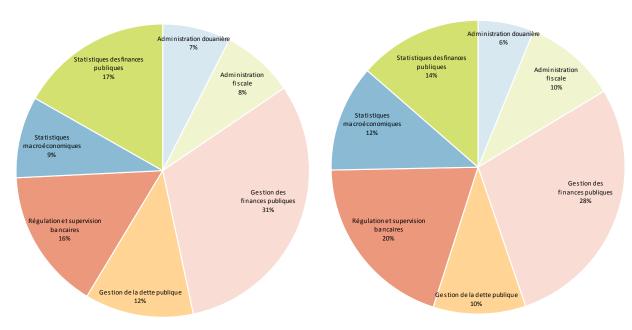


Graphique 5 : Répartition des ressources par pays

Prévision Utilisation

65. La proportion des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) est de 44 pour cent (cf. graphique 6). Dans les domaines des statistiques macroéconomiques et finances publiques, cette proportion représente 26 pour cent des ressources utilisées durant le semestre. Quant aux domaines de la gestion de la dette publique et de la régulation et supervision bancaires, ce rapport se chiffre à 30 pour cent des ressources globales utilisées.

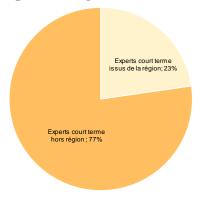
Graphique 6 : Répartition des ressources par domaine



Prévision Utilisation

66. Au cours du premier semestre, 23 pour cent des experts recrutés par le Centre l'ont été régionalement, conformément à l'objectif de développer le réseau de l'expertise régionale associés aux activités d'AFRITAC Centre (cf. graphique 7). Ce taux témoigne de l'intérêt du Centre de promouvoir l'expertise locale pour une meilleure appropriation des réformes par les pays membres. Cette tendance va se maintenir et s'accroitre durant le deuxième semestre de l'année fiscale 2018.

Graphique 7 : Mobilisation de l'expertise régionale (En pourcentage des activités)







Annexe 1 - Cadre Logique 2017-2022 - AFRITAC Centre Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs de réalisation à la FY 2022	Prérequis à la réalisation des objectifs	Risques
Département des finances publiques 1- Moderniser les cadres institutionnel et organisationnel, et renforcer les principales fonctions des administrations douanières et fiscales. 2- Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget 3- Assurer une meilleure préparation du budget pour le rendre plus crédible, lisible et aligné sur les politiques publiques. Département des statistiques 4- Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques afin de faciliter la prise de décision en matière de politique économique et améliorer la qualité des comptes nationaux et des statistiques de prix.	Implémentation de 100% des indicateurs de résultats prévus par le domaine.	1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes. 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions. 7. Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.	 Ressources financières insuffisantes pour la conduite de l'ensemble des activités programmées Absence de volonté politique et/ou d'engagement ferme dans la conduite des réformes Instabilité politique pouvant freiner la mise en œuvre des activités

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs de réalisation à la FY 2022	Prérequis à la réalisation des objectifs	Risques
5- Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions et appuyer les pays à améliorer la transparence des statistiques financières.	Mise en œuvre de l'ensemble des indicateurs de résultats prévus par domaine.	1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires	Ressources financières insuffisantes pour la conduite de l'ensemble des activités programmées Absence de volonté politique et d'engagement ferme dans la
Département des marches monétaires et des capitaux 6- Prôner une gestion efficace de la dette publique par la modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique et le renforcement des capacités d'analyse des pays membres pour la mise en place de stratégies de gestion de la dette à moyen terme. 7- Améliorer les cadres réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.		soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions	conduite des réformes 3. Instabilité politique pouvant freiner la mise en œuvre des activités

Objectif du domaine : Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs de	Etapes	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	base	intermédiaires	Région	Partenaires		
Modernisation	Missions	Les	Le nouveau	Les	Aucunes	CEMAC	Organisation	1. Appui	
du cadre	d'appui à la	procédures	Code	administrations			Mondiale des	politique pour	
institutionnel	rédaction et à	administrative	Douanes	douanières des			Douanes	l'adoption du	
des	la vulgarisation	s douanières	CEMAC est	pays membres de				nouveau Code	
administration	des textes	modernes sont	adopté,	la CEMAC				des Douanes	
s douanières	d'application	légalement	diffusé et	n'appliquent pas				2.	
	du nouveau	établies	effectivement	uniformément les				Disponibilité	
	Code des		appliqué par	dispositions du				des équipes de	
	douanes		tous les pays	Code des				la CEMAC	
	CEMAC		membres	Douanes					

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs de	Etapes	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	base	intermédiaires	Région	Partenaires		
Renforcement	Missions	Les	Les	Les procédures	Aucunes	GNQ,	Organisation	1. Appui	
des	d'appui à la	opérateurs du	procédures	douanières sont		STP	mondiale des	politique	
principales	modernisation	commerce	douanières	longues,			douanes,	2. Support et	
fonctions des	des procédures	extérieur	(y.c. le	fastidieuses et			CNUCED,	engagement	
administration	douanières	respectent	transit) sont	coûteuses			Banque	des dirigeants	
s douanières		leurs	en ligne avec				Africaine de	3.	
		obligations	les meilleures				Développeme	Disponibilité	
		déclaratives et	pratiques				nt	des équipes de	
		de paiement	internationale					la CNUCED	
			s et						
			contribuent à						
			promouvoir						
			intégration						
			régionale						

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administration s douanières	Mission d'appui à la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	La traçabilité des marchandises et des opérations douanières est renforcée dans les systèmes informatiques	Les principales procédures douanières sont manuelles et leur traçabilité ainsi que celle des marchandises ne sont pas assurées	Aucunes	GNQ	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développeme nt	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administration s douanières	Séminaire sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	Tous les pays membres	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développeme nt, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administration s douanières	Missions d'appui sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	BDI, CMR, COG, GAB, CAF, RDC, TCD,	Organisation Mondiale des Douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développe ment, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs de	Etapes	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	base	intermédiaires	Région	Partenaires		
Renforcement	Missions	Les	Les	La part des	Aucunes	CMR,	Organisation	1. Appui	
des	d'appui sur la	programmes	programmes	recettes issues		CAF,	Mondiale des	politique	
principales	programmation	de contrôle	de contrôle	des contrôles a		COG,	Douanes,	2. Support et	
fonctions des	et la conduite	contribuent	contribuent	posteriori par		GAB,	CEMAC	engagement	
administrations	des contrôles à	efficacement	efficacement	rapport aux		TCD		des dirigeants	
douanières	posteriori	au respect des	au respect des	recettes					
		textes	textes	douanières totales					
		douaniers	douaniers	est négligeable					

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs de	Etapes	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	base	intermédiaires	Région	Partenaires		
Modernisation	Missions	Les	Les nouvelles	Les	Aucunes	CEMAC	Union	1. Appui	
du cadre	d'appui à la	procédures	directives	administrations			Européenne	politique	
institutionnel	rédaction et à	administrative	CEMAC sont	fiscales des pays				2. Support et	
des	la vulgarisation	s fiscales	adopté,	membres				engagement	
administration	des	modernes sont	diffusé et	n'appliquent pas				des dirigeants	
s fiscales	réglementation	légalement	effectivement	uniformément les				3.	
	S	établies	appliqué par	dispositions de la				Disponibilité	
	communautaire		tous les pays	directive				des équipes de	
	S		membres	CEMAC sur la				la CEMAC	
				TVA/DA					

Objectif 3 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs de	Etapes	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	base	intermédiaires	Région	Partenaires		
Principales	Missions	Amélioration	1. Le taux de	Les procédures	Aucunes	GNQ,		1. Support et	
fonctions des	d'identification	du respect des	paiement à	de paiement des		STP,		engagement	
administration	et d'appui à la	obligations	l'échéance	impôts et taxes		CAF,		des dirigeants	
s fiscales	modernisation	fiscales de	augmente	sont longues,		COG,		2. Appui	
renforcées	des procédures	déclaration et	2. La gestion	fastidieuses et		TCD		politique	
	fiscales de	de paiement	des arriérés de	coûteuses					
	déclaration et		paiement est						
	de paiement		améliorée						
Renforcement	Séminaire et	Les	Les	Les procédures	Aucunes	CMR,		1. Support et	
des	missions	programmes	administration	de recherche et		GNQ,		engagement	
principales	d'appui sur la	de contrôle	s fiscales de la	de contrôles sont		STP,		des dirigeants	
fonctions des	programmation	contribuent	région ne	adaptées aux		CAF,		2. Appui	
administration	et la conduite	efficacement	disposent pas	principaux		COG,		politique	
s fiscales	des contrôles à	au respect des	de stratégie de	risques et types		COD,			
	posteriori	textes fiscaux	contrôle basé	de fraudes		TCD			
			sur les						
			principaux						
			risques						
			fiscaux						

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Promouvoir la bonne gouvernance par une gestion efficace des finances publiques

Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

dans la la loi de finances

et propositions de

rebudgetisation

budgétaire

au fonds affectés et

amélioration de la

tutelle financière des

organismes publics

dans les normes

documentation

budgétaire

requises et améliorer la

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
** ' 1 1 1				de base		GEN () G	m	
Harmoniser le cadre des finances publiques des	Appui à l'avis de conformité de la	Les textes adoptés sont alignés sur les directives	Délais et qualité des		Lettre transmettant les observations sur	CEMAC	Transmissio	
pays de la CEMAC	CEMAC	et conformes aux	avis de conformités		les projets de textes		n des Projets	
Participer aux	CLWAC	spécificités des états	délivrés par la		assortis des		de texte	
séminaires de la		membres.	C/CEMAC		propositions			
CEMAC					d'amélioration			
					Compte rendu des			
					séminaires CEMAC			
Favoriser les Echanges	Appui à l'organisation					INTER-		
sur les Meilleures	de la fonction					REGIONAL		
Pratiques	budgétaire							
Favoriser les Echanges	FOHBAC Réformes	Impulsion des Reformes	Nombre de pays		Identification et	REGIONAL	Disponibilité	
sur les Meilleures	de 2nde génération et	organisationnelles des	ayant adapté		justification des		du pays	
Pratiques	Réorganisation des	services budgétaires	l'organisation des		Grandes fonctions		d'accueil	
	services Budgétaires		services budgétaires		des services			
					budgétaires			
	Visite exploratoire en					STP	Disponibilité	
	prévision de						et	
	l'intégration à AFC						engagement	
							des autorités	
Objectif 2 : Améli	orer la préparation o	du budget de l'Etat p	our le rendre plus	détaillé, crédi	ble et basée sur des	politiques		
Présenter le les	Intégration des	Identification des	Documentation		Amélioration de la	RDC	Situation	
opérations financières	opérations sur	opérations sur	budgétaire conforme		présentation de la loi	RDC	Politique	
de l'Etat dans les	ressources affectées	ressources affectées	à la loi relative à la		de finances et ses			
normes requises et	dans la loi de finances	dans la loi de finances et	loi de finances		annexes			
améliorer la	and the finances	respect des procédures						
documentation		par rapport à leur						
budgétaire		utilisation						
Présenter les opérations	Elargissement de la	Inventaire des recettes	Amélioration de la	 	Présentation de la loi	TCD	Situation	
- resement too operations	Liai Sissement de la	Citaire des recettes	onoranon ac la	I	1 10 Sentation de la loi	ILLD	2114411011	1

annexes

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basée sur des politiques

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	CAF	Situation Politique	
Améliorer la qualité des documents budgétaires	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Amélioration de la documentation budgétaire	COG	Situation Politique	
Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Appui à la préparation du budget	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Le projet de loi de finances et ses annexes	GNQ	Disponibilité des autorités	
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire		Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	GAB	Situation Politique	
Objectif 3 : Améli	orer l'exécution bu	dgétaire et le contrôl	e		1	1	l	ı
Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette	Séminaire sur le suivi l'exécution budgétaire et comptable	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18		Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	REGIONAL	Aucun	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnancement	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires	Institution du contrôle interne		Plan d'action Ministériel	BDI	Situation politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie		Production des documents comptables de base, meilleure maitrise du suivi de la trésorerie	BDI	Situation politique	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnancement	Appui à la mise en place du contrôle budgétaire dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnancement	Plan d'action Ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires		Mise en place du contrôle interne	CMR	Situation Politique	
Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Amélioration et fiabilisation des comptes	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes		Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	CMR	Situation Politique	
Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Les communications délivrées et les recommanda tions de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale		Production des balances et documents comptables	GNQ	Disponibilité des autorités	
Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable		Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	TCD	Situation Politique	
Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Production des états comptables	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie		Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	COG	Situation Politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018												
Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités		Taux de mise en œuvre du plan d'action	RCA	Situation Politique					

Analyse macroéconomique et budgétaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Promouvoir la bonne gouvernance par une gestion efficace des finances publiques

Objectif 1 : Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Objectifs	Logique	Résultats attendus	Indicateurs de	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Période	Risques	Commentaires
	d'intervention		résultats	de base	intermédiaires				
Rationaliser	Mise en place du volet	Les salaires et les	Masse salariale/PIB		Missions	TCD, RCA et 2	T3 et T4	Aucun	
es dépenses à	analyse	effectifs sont	Effectifs de la fonction		exploratoires	pays			
court terme	macroéconomique et	compatibles avec les	publique/Population			nouvellement			
	budgétaire	contraintes financières				sous-programme			
		Les dépenses sociales	Les dépenses d'Education						
		s'améliorent	sur le PIB						
			Les dépenses de santé sur						
			PIB						
Objectif 2	Améliorer la prépar	ration du budget de	l'Etat pour le rendre p	lus détaillé, c	rédible et basée	sur des politiq	ues		
Rendre le	Séminaire régional	Les prévisions macro	PEFA			Pays membres	T3 à T4	Aucun	
oudget plus		budgétaires sont plus	PI-1-Dépenses effectives			d'AFC			
rédible		crédibles	totales						
			PI-2-Composition						
			1		I	I	1	1	

Rendre le	Séminaire régional	Les prévisions macro	PEFA		Pays membres	T3 à T4	Aucun	
budget plus		budgétaires sont plus	PI-1-Dépenses effectives		d'AFC			
crédible		crédibles	totales					
			PI-2-Composition					
			effective des dépenses					
			PI-3-Recettes effectives					

Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Appuyer l'élaboration de politiques économiques par des statistiques fiables

Objectif: Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
Les comptes nationaux au moins conformes au SCN 1993 sont à jour et publiés	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux sont à jour et publiés à temps.	Les comptes définitifs N-2 et provisoires N-1 sont disponibles et publiés en N	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards de deux à six ans	Les comptes nationaux sont presque à jour mais leur soutenabilité pose des problèmes	BDI, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD	AFRISTAT / WB / BAD	Non disponibilité des comptables nationaux et des données de base	
La mise en place de comptes nationaux trimestriels / Indicateurs économiques infra annuels	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux trimestriels / indicateurs économiques infra annuels sont disponibles	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels. -Deux autres pays disposent d'indicateurs économiques infra annuels	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels -Des indicateurs infra annuels font défaut	Deux autres pays disposent d'indicateurs infra annuels	BDI, CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD		Non disponibilité des comptables nationaux et des données de base	

	Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018											
Objectif : R	Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision											
Objectifs	Objectifs Logique Résultats Indicateurs Indicateurs Etapes Pays / Région Principaux Risques Commentaire											
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	Intermédiaires		Partenaires					
Renforcer la	Séminaire	La	L'évaluation			BDI, CMR,		Non				
capacité des		compréhensio	de l'atelier est			COG, COD,		disponibilité				
comptables		n du système	satisfaisante /			GAB, GNQ,		des				
nationaux à		de	Nombre de			CAR, TCD,		comptables				
élaborer les		comptabilité	participants			STP		nationaux				
comptes		nationale par										
nationaux.		les cadres										
		nationaux est										
		renforcée										

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

Objectif 1: Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	Région	Partenaires		
Améliorer le cadre juridique et institutionnel des SFP aux normes statistiques	Les pays de l'espace CEMAC sont entrain de transposer la Directive CEMAC du TOFE dans leurs lois nationales; Les pays non-CEMAC se serviront des arrêtés ministériels pour régir le TOFE	Décrets-lois ou Arrêtés ministériels régissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Chaque pays- membre d'AFC a une législation garantissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Les cadres juridiques de gestion des finances publiques existant.	RDC; R. du Congo; Cameroun; Guinée Equatoriale; RCA; Sao Tomé et Principe	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays- membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)	A. De faibles capacités en SFP des cadres des pays-membres ; B. Des réformes en comptabilité	
Améliorer la capacité du personnel sur le retraitement des données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des SFP	Les données-source aux SFP devraient une balance générale des comptes, et au cas échéant, des exécutions budgétaires et autres comptabilités auxiliaires (sur une base des droits constatés) La méthodologie du	Des appuis et formations sur place ou séminaires	Le nombre des cadres des pays-membre sont à même de produire des données-source fiables et vérifiables	Les cadres des pays- membres qui sont généralement des comptables ou économistes qualifiés	Tous les pays- membres		publique moins avancées C. Moins de volonté politique pour	
en utilisant la classification, la couverture et le champ, la sectorisation et la base d'enregistrement appropriée et conforme au MSFP 2014	MSFP 2014 vise à harmoniser les SFP produites par chaque pays (en termes de procédure d'élaboration et formats) afin de pouvoir les comparer	régionaux des régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du MSFP 2014	base du MSFP 2014, et ne couvrant que l'Administration Centrale Budgétaire dans la plupart des cas			adopter une gestion des finances publiques plus sophistiquée (dont la base des droits constatés)	
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra- annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public			Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés				

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Pays /	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	Région	Partenaires		
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.		Des manuels de procédures- guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le <i>MSFP 1986</i> .				
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra- annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du MSFP 2014	Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés	Tous les pays- membres	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays- membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Des manuels de procédures- guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le MSFP 1986.	Tous les pays- membres	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays- membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		

Objectif 2 : Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds

Appuyer les pays-	GDDS vise à encourager	Des métadonnées	Au moins trois	Actuellement aucun	Burundi,	Cadres des	La disponibilité	
membres à	les pays-membres à	actualisées, pour	des 9 pays-	pays-membre ne	Gabon, R.	Ministère des	des données-	
participer au	diffuser au public des	la participation au	membres	participe au GDDS	Congo	Finances et/ou du	source fiables	
GDDS (ou à	statistiques financières	GDDS	participent au	(SFP).		Budget des pays-		
mettent à jour les	complètes, accessibles et		GDDS			membres;		
métadonnées	fiables					Département des		
GDDS).						Statistiques du FMI		

Objectif du domaine : Contribuer à la croissance économique par une meilleure gestion de la dette

Objectif 1 : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et

développer le marché intérieur des titres publics

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiair es	Pays / Région	Principau x Partenair es	Risques	Commentair es
Formuler et appuyer la mise en œuvre d'une SDMT qui favorise un financement durable et améliore la qualité du portefeuille de prêts.	- Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instrument s de financeme nt; - Le suivi du portefeuill e de prêts n'est pas exprimé à travers des indicateurs standards;	1.1. Renforcer les capacités des gestionnai res de la dette sur le cadre et l'outil quantitatif SDMT qui prépare les gestionnai res de la dette à mieux identifier et gérer les risques liés à la dette.	- Préparer l'exportatio n de la base de données des prêts vers l'outil MTDS; - Calculer les indicateurs standards du portefeuille de dette; - Maitriser les 8 étapes recomman dées pour la SDMT;	Rapports d'AT, Règlement CEAC sur la politique d'endetteme nt et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiable	Burundi, Congo, RDC, Tchad		Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

Objectif 2: Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiair es	Pays / Région	Principau x Partenair es	Risques	Commentair es
Développer l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette dans les activités périodiques réalisées par les gestionnaires de la dette;	La gestion des risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans les activités courantes de la dette ;	2.1. Mettre en place un cadre efficace d'analyse des risques ;	Utilisation effective du cadre de gestion des risques et suivi des résultats obtenus ;	Rapports d'AT, et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiables	Camero un et RCA	-	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	
AT sur le reporting de la dette	Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité	2.2. Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	- Production d'un rapport annuel de la dette -Production de bulletin trimestriel de la dette	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Burundi, Tchad, RCA, RDC	CNUCE D	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

		Gestion d	e la Dette Publique - (Cadre Logiqu	ie de l'année	fiscale 201	.8		
Objectif 3 : A	Analyser la viabilité	de la dette, la d	ynamique et les risq	ues courus p	our informer	les autori	tés fiscale	S	
Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette dans le domaine de l'AVD	Absence d'AVD réalisée de manière autonome par les autorités	3.1. Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil AVD.	Produire de manière autonome et au moins une fois par an une AVD;	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Régional , Gabon	Division SPR au siège	- Soutien et engageme nt du personnel - Risque lié à l'inadéqua tion des ressources humaines allouées au projet	
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiair	Pays / Région	Principau x	Risques	Commentair es
					es		Partenair es		
			e la dette afin de réd	uire les coût	s et les risqu	es de la de	ette publiq	ue en augmentant le	choix et
Développer le marché intérieur de la dette dans la zone CEMAC	- Le marché intérieur n'est pas profond; - Le marché secondaire est inexistant;	4.1. Développeme nt du marché secondaire	Elaborer le cadre juridique de la titrisation de la dette	Demande des autorités et rapport d'AT	-	BEAC		Risque politique : volonté des autorités de la CEMAC à mettre en place les réformes identifiées	

Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et

Objectif 5: Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiair es	Pays / Région	Principau x Partenair es	Risques	Commentair es
Accompagne r les autorités tchadiennes dans le processus d'émission des Sukuk	- Les Sukuk ne sont pas utilisés comme instrumen t de mobilisati on des financem ents de long terme; - Absence de cadre juridique pour l'émissio n des Sukuk	5.1. Elaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk	- Identification et hiérarchisation des projets de développement du gouvernement sur une période de trois à cinq ans - Description des actifs publics existants pouvant servir de sousjacent pour Sukuk	Orientations des autorités pour développer la finance islamique		Tchad		Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place la feuille de route préparée ;	

Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiair es	Pays / Région	Principau x Partenair es	Risques	Commentair es
Moderniser le cadre juridique, organisation nel et institutionnel de gestion de la dette	L'autorité unique n'est pas instaurée; Absence d'une structure de coordination des activités de la dette; Les services de gestion de la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle; Absence d'un	6.1. Réviser le cadre juridique de la dette ; 6.2. Moderniser le cadre organisationn el et institutionnel de la dette et 6.3. Dynamiser le comité de	Etablir un plan d'action pour la réforme du cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette - Réduire la fragmentation de la gestion de la dette;	Demande des autorités ; Rapport d'AT de septembre 2015	-	RCA	-	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ; Risque politique : volonté des autorités à mettre en place les	
Evaluer les	manuel de procédures de gestion de la dette ;	coordination des activités de la dette ; 7.1. Evaluer les	- Créer et opérationnaliser la structure de coordination de la dette; Etablir un plan d'action	Décision du	-	Congo	-	recommandations de la mission ; - Soutien et	
besoins d'assistance technique en gestion de la dette	l'AFC à partir de 2018	procédures de gestion de la dette 7.2. Evaluer les besoins en AT	pour les réformes à mettre en place ; Identifier l'AT à fournir par l'AFC	CDO d'AFC (18 ème réunion)		STP		engageme nt du personnel ;	

Objectif du domaine : Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de règlementation et de supervision bancaires

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	Détermination des travaux d'assistance tecnhique à effectuer, planification du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, programme détaillé du projet		1° étape 05/2017	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	(iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé.	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation		2° étape 1/2018	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Commentaire	Risques	Principaux	Pays / Région	Etapes	Indicateurs	Indicateurs	Résultats	Logique	Objectifs
4		Partenaires		intermédiaires	de base	de résultats	attendus	d'intervention	
Projet	Possible	COBAC	CEMAC	1 ^e étape		Rapport de	La fonction	(i) Proposer un	Renforcer les
pluriannuel	manque de			07/2017		mission,	juridique de la	cadre de	capacités du
STX	disponibilité					canevas de	COBAC	renforcement	lépartement
	de la COBAC.					préconisations	(DAJ) dispose	de la fonction	uridique et la
	Indisponibilité					pour la veille	d'une feuille	de veille	naîtrise des
	du STX					réglementaire	de route pour	réglementaire.	risques
	I					et la gestion	renforcer la	(ii) Proposer un	uridiques
	I					des textes	rigueur de ses	cadre de	
	I					réglementaire	processus	gestion rénové	
						s, canevas de	internes de	des textes	
						cahier des	gestion.	réglementaires	
	I					charges (à		relatifs à la	
	I					finaliser par la		supervision	
	I					COBAC)		bancaire	
	I							(iii) Etablir le	
								cahier des	
								charges d'un	
								contrat de	
	I							prestation de	
								services avec	
	I							un avocat-	
	I							conseil	
	I								
	I								
	I								
	I								
	I								
	I								
1									
	i								
	i								

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux Portonoimes	Risques	Commentaire
D C 1	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires	CEMAG	Partenaires	D '11	D. '
Renforcer les	(iv) Proposer	La fonction	Rapport de		2 ^e étape	CEMAC	COBAC	Possible	Projet
capacités du	un canevas de	juridique de la	mission,		03/2018			manque de	pluriannuel
lépartement	procédures	COBAC	canevas de					disponibilité	STX
uridique et la	internes	(DAJ) est en	procédure (à					de la COBAC.	
naîtrise des	régissant le	mesure de	finaliser par la					Indisponibilité	
isques	fonctionnement	finaliser la	COBAC)					du STX	
uridiques	du collège de	procédure							
	la COBAC,	interne							
	notamment le	relative au							
	processus de	secrétariat du							
	décision	collège de la							
	portant sur le	COBAC.							
	traitement des	Projet à							
	situations	poursuivre en							
	individuelles	FY2019							
	des								
	établissements								
	en difficulté.								
									1

Objectif 1: Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux	Risques	Commentaire
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile	(i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissement s de paiement	Le diagnostic des besoins d'AT est effectué. Une révision du cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissements est proposée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission. Proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet (à finaliser par la COBAC).		1° étape 10/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
Révision de la réglementatio n prudentielle relative aux établissement s de microfinance	Réviser la réglementation existante et proposer des évolutions réglementaires adaptées au profil de risque des établissements de microfinance	Un canevas est proposé à la COBAC pour aménager le cadre réglementaire de la supervision prudentielle du secteur de la microfinance	Rapport de mission. Propositions de modifications réglementaire s (à finaliser par la COBAC)		08/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC.	LTX solo

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux	Risques	Commentaire
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
Révision de la réglementatio n relative à l'agrément des établissement s, des dirigeants et des commissaires aux comptes	Première mission (sur deux). Revue de la réglementation existante, Proposition de modifications du cadre réglementaire relatif à l'agrément	La BCC peut finaliser les évolutions réglementaire s relatives à l'agrément	Rapport de mission. Relevé des propositions de modification de la réglementatio n		03/2018	RDC	BCC	Possible manque de disponibilité de la BCC. Levée de la suspension des missions sur place	Projet pluriannuel. STX
Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Evaluation des enjeux pour la supervision. Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission		12/2017	SAO TOME E PRINCIPE	BCSTP	Possible manque de disponibilité de la BCSTP. Difficulté de communicatio n et d'analyse de l'information (langue officielle: portugais)	Mission de lancement de deux semaines STP sera rattaché à l'AFC à partir de 11/2017 (phase III) LTX solo

Objectif 2 : Accroître l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

bancaire	T	T =	Г	T =	T	T	T = -	T = -	T
Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
Séminaire	Présenter les	Définition	Support de		05/2017	CEMAC	COBAC	Indisponibilité	Avis préalable
régional	orientations	d'une "feuille	présentation,			BURUNDI	BRB	du STX	de LEG à
méthodologiq	pratiques de la	de route"	rapport de			RDC	BCC		obtenir
ue sur le	supervision	générale pour	mission						STX
contrôle des	basée sur les	l'ajustement							
dispositifs de	risques de la	des modalités							
lutte contre le	LCB-FT,	de supervision							
blanchiment	adaptées pour	des autorités							
des capitaux	l'Afrique								
et le	centrale à partir								
financement	des								
du terrorisme	recommandatio								
dans les	ns récentes du								
banques (ou	GAFI (autre								
un autre sujet	sujet possible)								
relatif à la									
SBR)									
Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision basée sur les risques en matière de risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiqu es de supervision et de contrôle	Définition d'une "feuille de route" générale pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Support de présentation, rapport de mission		01/2018	CEMAC BURUNDI RDC	COBAC BRB BCC	Indisponibilité du STX	STX

Objectif 2 : Accroître l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

bancaire	1			T					T
Objectifs					Etapes	Pays / Région		Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
	Logique d'intervention Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Résultats attendus Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Indicateurs de résultats Rapport de mission, recommandati ons	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires 04/2018	Pays / Région CEMAC	Principaux Partenaires COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
	des études et des propositions de décisions à l'attention du	plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques.							

Objectif 2 : Accroître l'efficience de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

Objectifs	Logique	Résultats	Indicateurs	Indicateurs	Etapes	Pays / Région	Principaux	Risques	Commentaires
	d'intervention	attendus	de résultats	de base	intermédiaires		Partenaires		
Formation des	Formation de	Les nouveaux	Rapport de		07/2017	RDC	BCC	Possible	Mission
superviseurs	base couvrant	superviseurs	mission,					manque de	pouvant en
nouvellement	(i) les principes	de la BCC ont	support de					disponibilité	partie être
recrutés à la	fondamentaux	reçu une	formation					de la BCC.	délocalisée à
supervision	du Comité de	formation						Indisponibilité	Libreville,
basée sur les	Bâle	adaptée à la						du STX.	Gabon, pour
risques	(l'approche de	supervision						Levée de la	compenser la
	supervision	basée sur les						suspension	suspension des
	basée sur les	risques						des missions	missions sur
	risques) et (ii)							sur place	place en RDC
	le contrôle du								(une semaine,
	risque de crédit								sur les BCP).
	et du risque								STX
	opérationnel								

Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier

Réformer la réglementatio n relative à la liquidité (transposer Bâle III)	Finaliser le projet de LCR engagé en FY 2017 (prise en compte de l'étude d'impact). Prolonger le projet "liquidité Bâle III" : élaborer un ratio prudentiel relatif à la transformation, à partir du NSFR	Nouvelle réglementatio n prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission, canevas de règlement (à finaliser par la BRB)		09/2017	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi
---	---	--	--	--	---------	---------	-----	--	--

Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Réformer la réglementatio n relative à la liquidité (transposer Bâle III)	2ème mission. Finaliser le NSFR. Réviser les règles de gestion du risque de liquidité. Former les superviseurs.	Nouvelle réglementatio n prête à être finalisée par la BRB. Superviseurs formés	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement (à finaliser par la BRB)	ut base	02/2018	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi STX
Objectif 4 : A	Améliorer l'effi	icacité de la su	pervision en re	enforçant la ma	îtrise des norm	es IFRS au reg	ard du provisi	onnement	ı
Convertir les états comptables et prudentiels remis par les banques aux normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandati ons		10/2017	RDC	BCC	Complexité du projet. Risque de manque de disponibilité de la BCC. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être en partie remplacée par un atelier d'une semaine organisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place en RDC. STX



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale

AFRITAC Centre



ANNEXE 2

ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR PAYS MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018

(En nombre d'activités)

	N	/lai à Octobre 20)17	Année fiscale 2018			
Pays/Région/Séminaire	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation ¹	
	(en nomb	ore)	(en pourcentage)	(en nomb	re)	(en pourcentage)	
BURUNDI	3	0	0	11	3	27	
CAMEROUN	2	2	100	8	7	88	
CONGO	7	2	29	10	10	100	
GABON	8	7	88	12	16	133	
GUINEE-EQUATORIALE	5	3	60	6	8	133	
RCA	7	5	71	17	16	94	
RDC	10	5	50	14	13	93	
STP	3	3	100	9	10	111	
TCHAD	7	8	114	13	15	115	
Institutions Régionales	9	9	100	13	11	85	
Séminaires Régionaux	2	3	150	11	12	109	
Formations et autres activités	3	5	167	6	13	217	
Total général	66	52	79	130	134	103	
					T		
Pays fragiles ²	37	23	62	74	67	91	
Pays de la CEMAC ³	36	27	75	66	74	112	

¹ Projections de clôture au 20 mars 2018

² Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Principe et Tchad

³ Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale

AFRITAC Centre



ANNEXE 2

ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR DOMAINE MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018 (En nombre d'activités)

	Г	Mai à Octobre	2017		Année fiscale 2018	
Domaine	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation ⁴
	(en nor	nbre)	(en pourcentage)	(en no	ombre)	(en pourcentage)
Administration douanière	8	4	50	14	15	107
Administration fiscale	10	7	70	22	23	105
Analyse et prévisions macrobudgétaires	N/A	N/A	N/A	6	6	100
Gestion des finances publiques	12	14	117	16	23	144
Gestion de la dette publique	8	5	63	18	17	94
Régulation et supervision bancaires	11	9	82	19	19	100
Statistiques macroéconomiques	8	8	100	21	16	76
Statistiques des finances publiques	9	5	56	14	15	107
Total général	66	52	79	130	134	103

⁴ Projections de clôture au 20 mars 2018



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale

AFRITAC Centre



ANNEXE 3

RESSOURCES PROGRAMMEES / UTILISEES PAR PAYS MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018

(En personnes semaines)

			Mai à Oc	_	17		Α	nnée fiscale 2018	3
	Ress	sources progr	ammées		Réalisation	Taux de	Ressources	Réalisation	Taux de
Pays/Région/Séminaire	Conseillers I	Résidents	Experts	Total		réalisation	programmées	projetée au 30 avril 2018	réalisation ¹
	Siège	Site	court terme						
		(en perso	nnes semai	nes)		(en %)	(en personnes	semaines)	(en %)
BURUNDI	5,5	4,0	6,0	15,5	0,0	0,0	45,5	8,5	18,7
CAMEROUN	2,5	2,0	4,0	8,5	10,0	117,6	31,0	29,0	93,5
CONGO	10,0	10,0	7,0	27,0	7,5	27,8	37,0	42,5	114,9
GABON	11,0	4,0	10,0	25,0	24,5	98,0	38,0	52,0	136,8
GUINEE-EQUATORIALE	7,0	7,0	5,0	19,0	8,5	44,7	22,0	22,5	102,3
RCA	6,3	10,0	8,0	24,3	15,5	63,9	59,5	56,3	94,6
RDC	9,5	12,0	16,0	37,5	24,0	64,0	54,0	53,5	99,1
STP	5,5	6,0	2,0	13,5	6,0	44,4	26,0	23,5	90,4
TCHAD	7,5	10,0	9,0	26,5	29,0	109,4	51,5	53,0	102,9
Institutions Régionales	10,5	15,5	10,0	36,0	27,5	76,4	50,0	41,0	82,0
Séminaires Régionaux	8,0	5,0	4,5	17,5	9,5	54,3	56,0	53,5	95,5
Total général	83,3	85,5	81,5	250,3	162,0	64,7	470,5	435,3	92,5
Pays fragiles ²	44,3	52,0	48,0	144,3	82,0	56,8	273,5	237,3	86,8
Pays de la CEMAC ³	44,3	43,0	43,0	130,3	95,0	72,9	239,0	255,3	106,8

¹ Projections de clôture au 20 mars 2018

² Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Principe et Tchad

³ Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale

AFRITAC Centre



ANNEXE 3

RESSOURCES PROGRAMMEES / UTILISEES PAR DOMAINE MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018 (En personnes semaines)

			Mai à Oc	tobre 2	017		Anı	née fiscale 20	18
	Resso	urces prog	rammées		Réalisation	Taux de	Ressources	Réalisation	Taux de
Domaine	Conseillers	Résidents	Experts	Total		réalisation	programmées	projetée au 30 avril	réalisation ⁴
	Siège	Site	courts terme					2018	
		(en perso	nnes sem	aines)		(en %)	(en personnes	s semaines)	(en %)
Administration douanière	3,8	0,0	15,0	18,8	10,0	53,3	32,5	37,8	116,3
Administration fiscale	6,0	7,0	7,0	20,0	16,5	82,5	44,5	50,5	113,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	23,5	83,9
Gestion des finances publiques	33,0	29,0	16,0	78,0	46,0	59,0	100,0	97,0	97,0
Gestion de la dette publique	9,5	14,0	6,5	30,0	16,5	55,0	63,5	59,5	93,7
Régulation et supervision bancaires	8,5	14,5	16,0	39,0	32,0	82,1	69,0	61,0	88,4
Statistiques macroéconomiques	7,5	9,0	6,0	22,5	19,0	84,4	70,0	46,0	65,7
Statistiques des finances publiques	15,0	12,0	15,0	42,0	22,0	52,4	63,0	60,0	95,2
Total général	83,3	85,5	81,5	250,3	162,0	64,7	470,5	435,3	92,5

⁴ Projections de clôture au 20 mars 2018



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4 SUIVI DETAILLE DES RESSOURCES UTILISEES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2017 (EN PERSONNES SEMAINES)

David Davida alliata mantina	R	essources pr Année Fisc			F	tessources pr Mai à Octo				Ressources Mai à Octo			Taux de réalisation (en
Pays / Domaine d'intervention	Conse Siège		ECT	Total	Conse Siège		ECT	Total	Conseil Siège		ECT	Total	%)
BURUNDI	13,5		I- M 16,0	ISSIONS CO	NSEILLERS ET			15,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière Administration fiscale	0,5 0,5	0,0	2,0 0,0	2,5 2,5	0,5 0,0	0,0	2,0	2,5 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	0,0 4,0	0,0	0,0 3,0	0,0 10,0	0,0 2,0	0,0 1,0	0,0	0,0 4,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	-
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	1,5 2,0	3,0	1,0 4,0	5,5 10,0	1,0 0,0	1,0	1,0	3,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques	3,0 2,0	2,0 2,0	4,0 2,0	9,0 6,0	0,0 2,0	0,0 2,0	0,0	0,0 6,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	
CAMEROUN Administration douanière	9,0 0,5		14,0 2,0	31,0 2,5	2,5 0,0	2,0 0,0		8,5 0,0	2,0 0,5	2,0 0,0	6,0 2,0	10,0 2,5	117,6
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0 2,0		2,0 2,0	5,0 6,0	0,5 0,0	0,0		2,5 0,0	0,5 0,0	2,0 0,0	0,0	2,5 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	2,0 0,5	2,0 0,0	2,0 2,0	6,0 2,5	2,0 0,0	2,0 0,0	2,0	6,0 0,0	1,0 0,0	0,0 0,0	4,0 0,0	5,0 0,0	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	0,0 1,0	0,0	0,0 2,0	0,0 3,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	
Statistiques des finances publiques CONGO	2,0 14,0	16,0	2,0 7,0	6,0 37,0	0,0 10,0	0,0 10,0	7,0	0,0 27,0	0,0 1,5	0,0 2,0	0,0 4,0	0,0 7,5	27,8
Administration douanière Administration fiscale	0,5 0,5	2,0	2,0 0,0	2,5 2,5	0,5 0,5	0,0 2,0	0,0	2,5 2,5	0,5 0,0	0,0 0,0	2,0 0,0	2,5 0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	0,0 4,0	4,0	0,0 1,0	0,0 9,0	0,0 4,0	0,0 4,0	1,0	0,0 9,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	2,0 0,0	0,0	0,0 0,0	6,0 0,0	1,0 0,0	2,0 0,0	0,0	3,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques	4,0 3,0	2,0	2,0 2,0	10,0 7,0	1,0 3,0	0,0 2,0	2,0	3,0 7,0	0,0 1,0	0,0 2,0	0,0 2,0	0,0 5,0	
GABON Administration douanière	16,0 0,5	0,0	14,0 2,0	38,0 2,5	11,0 0,5	4,0 0,0	2,0	25,0 2,5	6,5 0,5	14,0 0,0	4,0 2,0	24,5 2,5	98,0
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	4,5 2,0	2,0	2,0 2,0	6,5 6,0	2,5 0,0	0,0	0,0	4,5 0,0	1,5 0,0	4,0 0,0	0,0	5,5 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	3,0 1,0	2,0	2,0	7,0 5,0	3,0 0,0	2,0	0,0	7,0 0,0	1,0 1,5	4,0 2,0	2,0 0,0	7,0 3,5	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques	0,0 2,0	2,0	0,0 2,0	0,0 6,0	0,0 2,0	0,0 2,0	2,0	0,0 6,0	0,0 2,0	0,0 4,0	0,0	0,0 6,0	
Statistiques des finances publiques GUINEE-EQUATORIALE	3,0 8,0	8,0	2,0 6,0	5,0 22,0	3,0 7,0	0,0 7,0	5,0	5,0 19,0	0,0 2,5	0,0 4,0	0,0 2,0	0,0 8,5	44,7
Administration douanière Administration fiscale Applying at prévisions massabudgétaires	0,5	1,0	2,0 0,0	2,5 1,5	0,5 0,5	0,0 1,0	0,0	2,5 1,5	0,0 0,5	0,0 2,0	0,0 2,0	0,0 4,5	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	0,0 4,0	4,0	0,0 2,0	0,0 10,0	0,0 4,0	0,0 4,0	2,0	0,0 10,0	0,0 2,0	0,0 2,0	0,0	0,0 4,0	
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques RCA	1,0 2,0 16,5	1,0	0,0 2,0 20,0	3,0 5,0 59,5	1,0 1,0 6,3	2,0 0,0 10,0	1,0	3,0 2,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0 15,5	63,9
Administration douanière	0,5	0,0	4,0	4,5	0,3	0,0	2,0	24,3	4,5 0,0	9,0	2,0 0,0	0,0	63,9
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	4,0 2,0	10,0 6,0	1,0 0,0	2,0	0,0	5,0 0,0	0,5 0,0	1,0 0,0	0,0	1,5 0,0	-
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	4,0 3,0	6,0	4,0 2,0	12,0 11,0	2,0 1,0	2,0	0,0	6,0 3,0	0,0 1,0	0,0 2,0	0,0	0,0 3,0	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	0,0 3,0	4,0	0,0 2,0	0,0 9,0	0,0 1,0	0,0 2,0	0,0	0,0 3,0	0,0 2,0	0,0 4,0	0,0	0,0 6,0	-
Statistiques des finances publiques RDC	2,0 14,0	18,0	2,0 22,0	7,0 54,0	1,0 9,5	2,0 12,0	16,0	5,0 37,5	1,0 5,5	2,0 10,5	2,0 8,0	5,0 24,0	64,0
Administration douanière Administration fiscale	0,5 0,5	2,0	2,0 0,0	2,5 2,5	0,5 0,0	0,0 0,0	0,0	2,5 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	0,0 2,0	2,0	0,0 2,0	0,0 6,0	0,0 2,0	0,0 2,0	2,0	0,0 6,0	0,0 1,0	0,0 2,0	0,0 4,0	0,0 7,0	-
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	3,0 3,0	4,0	4,0 8,0	11,0 15,0	2,0 2,0	4,0 2,0	6,0	8,0 10,0	1,5 1,0	2,0 2,0	0,0 2,0	3,5 5,0	
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques	4,0 1,0	2,0	4,0 2,0	12,0 5,0	2,0 1,0	2,0 2,0	2,0	6,0 5,0	1,0 1,0	2,5 2,0	0,0 2,0	3,5 5,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE Administration douanière	9,0	0,0	8,0 2,0	26,0 2,5	5,0 0,0	4,0 0,0	0,0	11,0 0,0	3,0 0,0	2,0 0,0	1,0 0,0	6,0 0,0	54,5
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	0,0	2,0 0,0	5,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	2,0	1,0	0,0 0,0	4,0 1,5	2,0 0,0	2,0 0,0	0,0	4,0 0,0	2,0 0,0	2,0 0,0	0,0 0,0	4,0 0,0	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	0,0 2,0	3,0 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	-
Statistiques des finances publiques TCHAD	3,0 14,5	20,0	2,0 17,0	7,0 51,5	3,0 8,0	2,0 12,0	9,0	7,0 29,0	1,0 8,0	0,0 11,0	1,0 10,0	2,0 29,0	100,0
Administration douanière Administration fiscale	1,0	2,0	4,0 0,0	5,0 2,5	0,5 0,5	0,0 2,0	0,0	2,5 2,5	0,5 0,5	0,0 2,0	2,0 0,0	2,5 2,5	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	2,0 4,0	4,0	2,0 3,0	6,0 11,0	0,0 4,0	0,0 4,0	3,0	0,0 11,0	0,0 4,0	0,0 3,0	0,0 6,0	0,0 13,0	
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	3,0	0,0	4,0 0,0	13,0 0,0	2,0	4,0	0,0	8,0 0,0	1,0 0,0	2,0 0,0	0,0	3,0 0,0	
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques	2,0	4,0	2,0 2,0	6,0 8,0	0,0 1,0	0,0 2,0	2,0	0,0 5,0	1,0 1,0	2,0 2,0	0,0 2,0	3,0 5,0	
Administration douanière	1,0	0,0	2,0 0,0	3,0 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	0,0 1,0	0,0	0,0 2,0	0,0 3,0	0,0	0,0 0,0 0.0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques CEMAC	0,0 6,0	4,0	0,0 4,0	0,0 14,0	0,0 5,0	0,0 4,0	2,0	0,0 11,0	0,0 4,0	0,0 2,0	0,0	0,0 6,0	54,5
Administration douanière Administration fiscale	1,0	0,0	2,0 2,0	3,0 3,0	0,5 0,5	0,0	1,0	1,5 1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires Gestion des finances publiques	0,0 4,0	4,0	0,0 0,0	0,0 8,0	0,0 4,0	0,0 4,0	0,0	0,0 8,0	0,0 4,0	0,0 2,0	0,0	0,0 6,0	
Gestion de la dette publique Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques Statistiques des finances publiques COBAC	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	
Administration douanière	7,0	0,0	10,0 0,0	33,0 0,0	5,5 0,0	11,5	0,0	25,0 0,0	5,5 0,0	9,5 0,0	6,5 0,0	21,5 0,0	86,0
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	7,0 0,0	0,0	10,0 0,0	33,0 0,0	5,5 0,0	11,5 0,0	0,0	25,0 0,0	5,5 0,0	9,5 0,0	6,5 0,0	21,5 0,0	
Statistiques des finances publiques TOTAL MISSIONS (I)	0,0 128,5	146,0	0,0 140,0	0,0 414,5	0,0 75,3	0,0 80,5	77,0	0,0 232,8	0,0 43,0	0,0 66,0	0,0 43,5	0,0 152,5	65,5
Domaine d'intervention		essources pr Année Fisc				lessources pr Mai à Octo				Ressources Mai à Octo			Taux de réalisation (en
	Conse Siège	eillers Site	ECT	Total	Conse Siège	Site	ECT	Total	Conseil Siège	lers Site	ECT	Total	%)
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	SEMINAIRES I	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,5 2,0	1,0 1,0	2,0 1,0	3,5 4,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	
Gestion des finances publiques Gestion de la dette publique	8,0 2,5	6,0 1,0		17,0 5,0	4,0 2,5	2,0 1,0	1,0 1,5	7,0 5,0	0,0 2,5	0,0 1,0	0,0	0,0 3,5	
Régulation et supervision bancaires Statistiques macroéconomiques	2,0 3,0	2,0 3,0	4,0 3,0	8,0 9,0	1,0 0,5	1,0 1,0	2,0	4,0 1,5	1,0 0,0	1,5 0,0	3,0 0,0	5,5 0,0	
Statistiques des finances publiques TOTAL SEMINAIRES REGIONAUX (II)	5,0 23,5	1,0	1,0 17,5	7,0 56,0	0,0 8,0	0,0 5,0	0,0	0,0 17,5	0,5 4,0	0,0 2,5	0,0 3,0	0,5 9,5	54,3
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES REGIONAUX (I+II)	152,0	161,0	157,5	470,5	83,3	85,5	81,5	250,3	47,0	68,5	46,5	162,0	64,7
Pays fragiles ¹	81,5	102,0	90,0	273,5	44,3	52,0			22,5	34,5	25,0	82,0	56,8
Pays de la CEMAC ²	78,0		78,0	239,0	44,8	45,0			25,0	42,0	28,0	95,0	71,6

Pays de la CEMAC ²

¹ Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Principe et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 31 octobre 2017 par pays



	l —						Période	L	Période	I	1	<u> </u>	Pré	Ress	ources (pers	onnes sema	ines) Utili	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Con	seiller	ECT	Total	Cons	seiller	ECT	Total	Commentaires
BURUNDI	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières		Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Octobre 2017	Т3			Bureau 0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre. Annulé par le pays.
BURUNDI	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre annulé.
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnacement	Plan d'action ministèriel	Mise en place du contrôle interne budgetaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	Т3	Novembre 2017	T4	Mars 2018	TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier technique délocalisé à organiser au siège d'AFRITAC Centre
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie		T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS. TURENNE	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDM1 et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	premier document à	T1	Juillet 2017				1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T4	Mars 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs- relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en capacité de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques (nouvelle réglementation)	Support de présentation, rapport de mission	T3	Novembre 13- 24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévue pour être réalisée du 13 au 24 novembre 2017, elle a été repoussée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et rédutie à une semaine.
BURUNDI		Renforcement des capacités du contrôle sur pièces à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a été modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a été délocalisé à Libreville et réduit à une semaine.
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact).	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Т3	Novembre 20- 24, 2017	Т3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	Т3	Janvier 8-19, 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande): T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriel est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)		Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières		Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Т3	Novembre 2017	T1	Juin 19-30, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	Т3	Novembre 2017	MADEC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	Т3	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
CAMEROUN	Gestion des finances publiques	Amélioration et fiabilisation des comptes	Regulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Pland'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	T1	Mai 2017	T1	Mai 15-26, 2017	PICARD, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	

						1.00	Période		Période			-	Prév		urces (pers	nnes semai	ines) Utilise	es		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
CAMEROUN	Analyse et prévisions macrobudgétaires	les risques macro-	Renforcement de la fonction macrobudgetaire ainsi que de l'identification et du suivi des risques budgetaires	macrobudgetaires et Plan	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	ТЗ	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CAMEROUN	Gestion de la dette publique	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	nombre de cadres	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des technique de couverture des risques financiers
CAMEROUN	Statistiques macroéconomiques	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux ameliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les donnees de comptabilite nationale	Publications a jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.
CAMEROUN	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances	Appui à la mise œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	Т3	Novembre 2017	Т3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Administration douanière	transit et le contrôle des	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Juin 26-Juillet 07, 2017	CLAUSTRES	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles	T2	Octobre 2017	Т3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	Septembre 2017	Т3	Novembre 2017	TOURE, KOBOU	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie		Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juilllet 2017	Т3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgetaire		technique et de développement des capacités	Rapport de mission			T4	Mars 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmatio et Politiques Financières (PPF).
CONGO	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDM1 et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	premier document de	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPION	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDM
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	titres publics Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mésures capables de le rendre opérationnel:		Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	s le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	Т3	Janvier 2018	Т3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route est préparée et les textes sont révisés. Le CNDP est réactivé.
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mésures capables de le rendre	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;			T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle Activité - Mars 201
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	opérationnel: Suivi des travaux		Formation des cadres	Nombre de personnes formées	Т3	Décembre 2017	Т3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes definitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes definitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CONGO	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)		Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Aout 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.

			011		B	1	Période		Période	Barta at attack			Prév		ources (pers	onnes sema	ines) Utili:	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons		ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	administrations fiscales	fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Septembre 201	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles	Т3	Novembre 2017	T2	Août 1-11, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	JARRY-BOUABID	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Gestion des finances publiques		Améliorer la surveillance financière des établissements et entreprises publics						T1	Mai 9-19, 2017	TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON	Gestion des finances publiques	Demière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etblissements Publics	financières de l'Etat dans les normes requises et	Inventaire des affectations non intégrées dans la la loi de finances et propositions de prise en charge		Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE, DEHOVE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un nouveau compte d'affectation spéciale
GABON	Gestion des finances publiques	Travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalites de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de tresorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LMIMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
GABON	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement des capacités du Comité technique de cadrage macroéconomique et budgétaire		Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	Т3	Novembre 2017	Т3	Janvier 08-19, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
GABON	Gestion de la dette publique	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	s'approprier les fondements	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une anlayse de viabilité de la dette avec l'out AVD-PAM.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			T1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activitée ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Calcul des indicateurs economiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs economiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T2	Aôut 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité maintenue en mars 2018.
GABON	Statistiques des finances publiques		CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	Т3	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	principales fonctions des	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	EURAN GRAHAM	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE- EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	extérieur respectent leurs	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.

	B				B		Période		Période				Pré	Ress vues	ources (per	onnes sema	ines) Utilis	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Con	seiller	ECT	Total	Cons Bureau	eiller	ECT	Total	Commentaires
GUINEE- EQUATORIALE	Administration fiscale	Mission LTX/STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	koût 14-25, 201	T2	Août 14-25, 2017	ACEDO, BAZAHICA		2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
GUINEE- EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la lo de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 23-27, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en mission exploratoire afin de recenser les besoins d'assistance technique à intégrer au programme d'AFC.
GUINEE- EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale		T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
GUINEE- EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Aðut 2017	T4	Février 2018	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	un fichier-Assistant a	T1	Juillet 2017	Т3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	un fichier-Assistant a	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	Т3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	Т3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Aout 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMAROZATOVO	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5	
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Le taux de paiement à l'échéance augmente La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	Juin 2017	Т3	Janvier 2018	PENANJE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles s sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	Т3	Décembre 2017	Т3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	RASOANAIVO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	recherche et de contrôles			T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
RCA	Gestion des finances publiques	les documents budgétaires	qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	de la documentation budgétaire	instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	Т3	Décembre 2017	Т3	Décembre 2017	TOURE, YOUGBARE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RCA	Gestion des finances publiques	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	Т3	Décembre 2017	Т3	Décembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgetaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	technique et de développement des capacités	Rapport de mission	Т3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
RCA	Gestion de la dette publique	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette		Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	Septembre 201	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5	Un expert court terme va se joindre à cette activité.
RCA	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la détte et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette	premier bulletin et rapport de la dette	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.

	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Pácultate attendus	Indicateurs	Période		Période	Date réalisée			Pré	Ress	ources (per	sonnes sema	ines) Utilis	iées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activite	Objectifs	Produits/ Livrables	Resultats attendus	indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée		Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons Bureau		ECT	Total	Commentaires
RCA	Gestion de la dette publique	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	place par les autorités	Т3	Novembre 2017	Т3	Janvier 2018	SOLTANI, STEYLAERS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le cadre juridique de la dette est révisé.
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Aðut 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptables nationaux s maitrisent la methode des comptes provisoires et sont formes au SCN 2008	Nombre de personnes formées	Т3	Novembre 2017	T2	Septembre 18- 29, 2017	GBOSSA	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Revue de l'IPI, IPPI	Mise a jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RCA	Statistiques des finances publiques		Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190- CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	exercices 2011-2015 (Sous secteur Administration Centrale Budgétaire)	TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Juin 2017	T1	Juin12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RCA	Statistiques des finances publiques		Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190- CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	exercices 2011-2015 (Sous secteur Administration	: Travaux d'élaboration des -TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
RDC	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières		Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juin 2017	Т3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RDC	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	administrations fiscales	fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Février 2018	Т3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RDC	Gestion des finances publiques	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter le les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire		Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T1	Juillet 2017	T2	Août 01-12, 2017	DEHOVE, YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
RDC	Gestion de la dette publique	processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDM1 et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	Aout 2017	Т3		SOLTANI, SCIPIONI		2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Juin 02, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et règlementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat,	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	le étape : revue de rexistant, détermination des dispositions à modifier ou à complètre, élaboration des canevas détaillés des nouveaux réglements. Proje à poursaivre en FY 2019 (révision des projets, dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2018	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC: révision des instructions relatives à la gestion des risques et à la gouvernance. Le traitement du thème relatif à l'agrément à été engagé mais serr poursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisée à L'breville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	le étape : revue de l'extant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T2	Septembre 4- 15, 2017	T1	Juillet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC: révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été repoussée.
RDC	Régulation et supervision bancaires	nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes tondamentaux du Comité de Bâle, les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur pièces et de contrôle sur piàce. l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont regu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée aur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	support de formation	T1	Juillet 17-28, 2017	Т3	Novembre 27- Décembre , 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juille a été décardé et septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la velle du CDO, puis repoussée en novembre en raison de la suspension des la Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.

							Période		Période			ļ	Pré		ources (pe	sonnes sema	ines) Utili	sóos		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	seiller	ECT	Total	Commentaires
		la BCC à la supervision des	2016 par l'AFC en recentrant	rapport de mission,	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS	support de présentation,	T2	Octobre 16- 27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamim DIOUMAN)	Bureau 1,0	0,0	2,0	3,0	Bureau 1,0	0,0	2,0	3,0	A CONFIRMER Cette mission, qui doit
RDC	Régulation et supervision bancaires	banques en normes IFRS	l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.		spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	recommandations														impérativement se faire sur place, a été repoussée du fa de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des missions)
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux		Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes definitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes definitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Travaux preliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liee aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
RDC	Statistiques macroéconomiques	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Activité ajoutée au programme
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014		Travaux d'élaboration des -TOFE des années 2011-2015	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)		Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,	2,0	2,0	2,0	6	5,0 Nouvelle activité au profit de la RDC.
SAO TOME ET PRINCIPE	Régulation et supervision bancaires	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	Т3	Décembre 04- 15, 2017	Т3	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La durée de la mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	Т3	Aout 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	Т3	Janvier 2018	Т3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T4	Février 2018	Т3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Administration fiscale	Visite d'immersion professionnelle des cadres au Cap Vert	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration de Sao Tomé-et- Principe s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes			Т3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en cours d'exercice.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Gestion des finances publiques	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC	Identifier les besoins d'assistance technique	Rapport	Plan d'action		T2	Aðut 2017	T2	Septembre 25- 30, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Un plan d'action a été élabor et comporte plusieus axes : préparation du budget, gestion des investissements suivi des marchés publics et la gestion de la trésorerie
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Gestion de la dette publique	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	de la situation de la gestion de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T4	Février 2018	Т3	Décembre 2017	SOLTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'activités est préparé.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Statistiques macroéconomiques	Compilation des nationaux	répondre à ces besoins Mission diagnostique sur les comptes nationaux	Feuille de route pour les activites en comptabilité nationale.	Programme de travail	Rapport de mission	Т3	Décembre 2017	Т3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	statistiques des finances	MSFP 2014	base MSFP 2014 - 2)Un	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	un fichier-Assistant a	T1	Juillet 2017	T2	Août 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	MSFP 2014	base MSFP 2014 - 2)Un	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	à STA pour publication	T2	Octobre 2017	Т3	Janvier 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	principales fonctions des		Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

							Période		Période				Pré	Ress vues	ources (pers	onnes sema	aines) Utili:	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	seiller	ECT	Total	Commentaires
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILIL	Bureau 0,5	0,0	2,0	2,5	Bureau 0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
TCHAD	Gestion des finances publiques	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation		Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1		T2	Août 16-28, 2017	DEHOVE, YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
TCHAD	Gestion des finances publiques	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de flabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - methodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS. TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.
TCHAD	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Diagnostic du modèle SIGNET et identification des besoins de la fonction macro budgétaire		Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4	Février 2018	Т3	Janvier 22- Février 03, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
TCHAD	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	processus d'élaboration de	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDM1 et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	premier document à	Т3	Décembre 2017	Т3	Novembre 2017	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
TCHAD	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T1	Juin 2017	T1	Juin 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
TCHAD	Gestion de la dette publique	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables règlementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	Т3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions est préparé.
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	Т3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Travaux preliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liee aux nomenclatures	passage	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	Т3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUOKING	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des -TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 201	Т3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des -TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	fars 12-16, 201	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
REGIONAL	Administration douanière	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	régimes temporaires et de	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Т3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.
REGIONAL	Administration fiscale	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	Т3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Yaoundé.
REGIONAL	Administration fiscale	macroéconomique dans les	Renforcer la capacité des cadres regionaux en matière de gestion macroeconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
REGIONAL	Gestion des finances publiques	FOHBAC - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux		Identification et justification des grandes fonctions des services budgétaires.	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant s adapté l'organisation des services budgétaires	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE, TURENNE, MARSCHISET	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	
REGIONAL	Gestion des finances publiques	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette		T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	Séminaire régional organisé à Libreville

Zana diinta and	Dom: 1	Activité	Objective	Produits/ Livrables	Déscritor de la companya de la compa	India - 1	Période	Date :	Période	Dete :	F	-	Pré	Ress vues	ources (per	sonnes sema		sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Domaine	Activite	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons		ECT	Total	Cons Bureau		ECT	Total	Commentaires
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Echanger sur les besoins de renforcement des capacites institutionnelles, strategiques, methodologiques, et operationnelles de la fonction macrobuddétaire		Sensibilisation les acteurs sur les defis de la fonction macrobudgetaire et les axes d'intervention de AFC	Rapport du Seminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	STX à rechercher Participation d'un macro- fiscaliste de FADM2 et du LTX PFM-budget
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres regionaux en matière d'analyse et de prévision	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	Т3	Décembre 2017	T4	Mars/Avril 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	formés et évaluation de l'atelier. s	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une anlayse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PFR
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	Présenter les standards internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T2	Septembre 25- 29, 2017	T2	Septembre 25- 29, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	s l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résident a préparé la mission mais n'a pu participer au séminaire à cause de la suspension des missions dans le pays hôte du séminaire.
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modeles de traitement des sources	comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modele de nomenclatures, Methodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	satisfaisante / Nombre de participants		Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA	2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Séminaire régional à Malabo
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018				0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional	du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No.	Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de matirise de la methodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRTILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	rédaction du Manuel de		Une procédure detaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un receuil des procedures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			Т3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Séminaire régional LIC DSF							Т3	Décembre 2017	SOLTANI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.
INTER-REGIONAL	Gestion des finances publiques	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les favoriser les echanges et experiences pays sur les meilleurses pratiques	Recommandations	Impulsion ddes réformes organisationelles		Т3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE, TURENNE DAGGUES	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest à Abidjan.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervisior du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	Т3	Janvier 2018	Т3	lanvier 22-26, 201	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire du CSBAOC sur la supervision sur base consolidée	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la COBAC.
BEAC	Gestion de la dette publique	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé		T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a été élaboré.
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies		T2	Octobre 2017	Т3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	institutionnel des	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	membres Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Membres Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T4	Mars 2018	BREMEERSCH, CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville

	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	\vdash	Pré	Ress	ources (per	sonnes semai	nes) Utilis	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention												Cons	seiller	ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
CEMAC	Administration fiscale	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	Octobre 2017				Bureau 0,5	0,0	1,0	1,5	Bureau 0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire douand de février 2018
CEMAC	Administration fiscale		Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	Avril 2018				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire impôts de février 2018
CEMAC	Gestion des finances publiques	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC		Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et Octobre 2017	TURENNE, TOURE	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des textes du Cameroun et de la République du Congo. Deux avis de conformité produits.
CEMAC	Gestion des finances publiques	Participation aux ateliers régionaux de la CEMAC	Participer aux séminaires de la CEMAC	Les communications sont délivrées.	Le renforcement des capacités des cadres et des institutions				T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	te étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	T1	Juin 2017	T2	Juin 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	Le étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2015	supports de formation	Т3	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	(i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du réglement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du réglement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	d'établissements agréés 2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2015	supports de formation	T2	Octobre 16- 27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les proje de modèles d'états financiers
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	renforcement de la fonction	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG- COBAC).	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) et le DRE disposent d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de leurs processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	consolidés. Le thême de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion dus processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision potant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Raport de mission, canevas de procédure	T2	Septembre 04- 15, 2017	T2	Septembre 04- 15, 2017	Pauline de la BOUILLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (ICP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Juin 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.

												Ressources (personnes semaines)							T	
Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période	Date prévue	Période	Date réalisée	Expert(s)	Prévues				Utilisées			Résultats atteints /	
Zone a intervention	Domaine	Activite	Objectils	Produits/ Livrables	Resultats attendus	indicateurs	prévue	Date prevue	réalisée	Date realisee			Conseiller	ECT	Total	Cons		ECT	Total	Commentaires
												Bureau	Site			Bureau	Site			
COBAC	Régulation et supervision bancaires		COBAC en matière d'analyse des plans	canevas de méthodologie d'analyse d'un plan d'actions correctives		Rapport de mission, canevas de méthodiogie d'analyse d'un plan de restructuration		Avril 02-17, 201	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0,0	3,5	1,0	2,0	2,0		A CONFIRMER L'objet inital de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC : il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des destinéssements et des l'objet : il aporté sur le course de la comment de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévie au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des liMF fragiles (repoussée à FY 2019).



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 5 SUIVI DETAILLE DES RESSOURCES UTILISEES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2017 (EN PERSONNES SEMAINES)

BATTAIN S. C. C. C. C. C. C. C.	te ECT Total Conseillers ECT Total Siège Site ECT Total I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME	Site ECT Total (en %)
Sugar Suga	te Siège Site FOI TOTAL I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME	Site
Amministration becomes: 4.0 0 0 No. 20 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	0.0 24.0 30.0 3.8 0.0 15.0	0,0 8,0 10,0 5
CAMPOIN		
CAMPAIN 0.5 0.0		0,0 0,0 0,0 0,0 2,0 2,5
Content (Content (C		
Section Sect	0,0 2,0 2,5 0,5 0,0 2,0	0,0 0,0 0,0
1500 1.0	0,0 2,0 2,5 0,5 0,0 2,0	0,0 0,0 0,0
MACK 0.0		
COUNTY C	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
BEALTH 1.5 2.5 0.0 2.5 0.0 0	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
CAMPRIAN 1.0 2.0 2.0 5.0 6.0 6.0 2.0 2.0 2.0 5.0 6.0	17,0 12,0 41,0 6,0 7,0 7,0 2,0 0,0 2,5 0,0 0,0 0,0	11,0 2,0 16,5 8 0,0 0,0 0,0
GADIO	2,0 2,0 5,0 0,5 0,0 2,0	2,0 0,0 2,5
BOX 100	0,0 2,0 6,5 2,5 0,0 2,0	4,0 0,0 5,5
BOX		
TOMO	2,0 0,0 2,5 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
CAMPACON 1.6 6.0 2.0 3.0 5.5 5.0 1.5 5.0 6.0	20 00 25 05 20 00	2,0 0,0 2,5
Inhalps of provision muscrobrightaines 88 88 80 80 80 80 80 8	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 2,0 3,0 0,5 0,0 1,0	
BURNICH 06	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
COMPO	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
GABON 2.0 2.0 2.0 2.0 0.		0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0
RCA	2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
SACTOMET-PRINCIPE	2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
TOTAID 2,0 2,0 2,0 0	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
CEMAC	2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
COBAC COBA	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
BURINOT	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0 15,0 16,0 46,0 6
CONGO	3,0 3,0 10,0 2,0 1,0 1,0	0,0 0,0 0,0
GUIRE EQUATORIALE 4.0 4.0 4.0 4.0 4.0 4.0 4.0 4.	4,0 1,0 9,0 4,0 4,0 1,0	0,0 0,0 0,0
RCA		
SATOMET-PRINCIPE 2.0 2.0 0.0 4.0 2.0 2.0 0.0 4.0 2.0 2.0 0.0 0.4	4,0 4,0 12,0 2,0 2,0 2,0	0,0 0,0 0,0
BEAC 0,0	2,0 0,0 4,0 2,0 2,0 0,0	2,0 0,0 4,0
CEMAC	4,0 3,0 11,0 4,0 4,0 3,0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0	3,0 6,0 13,0 0,0 0,0 0,0
Section de la dette publique 15,5 26,0 17,0 58,5 7,0 13,0 5,0 25,0 5,0 8,0 0,0 13,0 13,0 15,0 13,0 15,0 13,0 15,0 13,0 10,0 13	4,0 0,0 8,0 4,0 4,0 0,0	2,0 0,0 6,0
CAMEROUN	26,0 17,0 58,5 7,0 13,0 5,0	8,0 0,0 13,0 5
CONSO	3,0 1,0 5,5 1,0 1,0 1,0 1,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0 0,0
GINEFECUATORIALE 0.0	4,0 0,0 6,0 1,0 2,0 0,0	0,0 0,0 0,0
BOC 3.0 4.0 4.0 11.0 2.0 4.0 2.0 8.0 1.5 2.0 0.0 3.5	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
TOTATO		
BEAC 1.0 0.0 2.0 3.0 0.0	1,0 0,0 1,5 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
COBAC Quantification Quantificatio	6,0 4,0 13,0 2,0 4,0 2,0 0,0 2,0 3,0 0,0 0,0 0,0	2,0 0,0 3,0 0,0 0,0 0,0
Regulation et supervision bancaires 13,0 26,0 22,0 61,0 7,5 13,5 14,0 35,0 6,5 11,5 8,5 26,5 26,5 26,5 27,5	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
CAMEROUN	26,0 22,0 61,0 7,5 13,5 14,0	11,5 8,5 26,5 7
GUINEFEQUATORIALE 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
GUINEFEQUATORIALE 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	
BIOC 3.0 4.0 8.0 15.0 2.0 2.0 6.0 10.0 1.0 2.0 2.0 5	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
TCHAD	4,0 8,0 15,0 2,0 2,0 6,0	2,0 2,0 5,0
BEAC 0,0		
COBAC 7,0 16,0 10,0 33,0 5,5 11,5 8,0 25,0 5,5 9,5 6,5 21,5	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
BURUNDI 3.0 2.0 4.0 9.0 0.0	16,0 10,0 33,0 5,5 11,5 8,0	9,5 6,5 21,5
CAMEROUN 1,0 0,0 2,0 3,0 0,		
GABON 2,0 2,0 2,0 6,0 2,0 2,0 6,0 2,0 4,0 0,0 6,0 GUINEE-EQUATORIALE 1,0 2,0 0,0 3,0 1,0 2,0 0,0 3,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 2,0 3,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
GUINEE-EQUATORIALE 1,0 2,0 0,0 3,0 1,0 2,0 0,0 3,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	2,0 2,0 6,0 2,0 2,0 2,0	4,0 0,0 6,0
	2,0 0,0 3,0 1,0 2,0 0,0	
RDC 4,0 4,0 4,0 12,0 2,0 2,0 2,0 6,0 1,0 2,5 0,0 3,5	4,0 4,0 12,0 2,0 2,0 2,0	2,5 0,0 3,5
TCHAD 2,0 2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0 0,0 1,0 2,0 0,0 3,0	2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0	2,0 0,0 3,0
BEAC 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
COBAC 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
BURUNDI 2,0 2,0 2,0 6,0 2,0 2,0 6,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	2,0 2,0 6,0 2,0 2,0 2,0	0,0 0,0 0,0
GABON 3,0 0,0 2,0 5,0 3,0 0,0 2,0 5,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 2,0 5,0 3,0 0,0 2,0	0,0 0,0 0,0
RCA 2,0 3,0 2,0 7,0 1,0 2,0 2,0 5,0 1,0 2,0 2,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5,0 5	3,0 2,0 7,0 1,0 2,0 2,0	2,0 2,0 5,0
SACTOME-FT-PRINCIPE 3.0 2.0 2.0 2.0 2.0 2.0 2.0 2.0 1.0 0.0 1.0 2.0	2,0 2,0 5,0 1,0 2,0 2,0 2,0 2,0 7,0 3,0 2,0 2,0	0.0 1.0 2.0
TCHAD 2,0 4,0 2,0 8,0 1,0 2,0 2,0 5,0 1,0 2,0 2,0 5,0	4,0 2,0 8,0 1,0 2,0 2,0	2,0 2,0 5,0
BEAC 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
COBAC 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
Ressources programmées Ressources programmées Ressources utilisées	ces programmées Ressources programmées	Ressources utilisées Taux de
Domaine d'intervention Année Fiscale 2018 Mai à Octobre 2017 Mai à Octobre 2017 Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers Conseillers	Conseillers	illore (or)
Siège Site ECI Iotal Siège Site ECI Iotal Siège Site	te Siège Site	
II- SEMINAIRES REGIONAUX		0,0 0,0 0,0
Administration fiscale 0,5 1,0 2,0 3,5 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0	1,0 2,0 3,5 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
	1,u 1,U 4,U 0,0 0,0 0,0 0,0 6,0 6,0 3,0 17,0 4,0 2,0 1,0	
Statistiques macroéconomiques 3,0 3,0 3,0 9,0 0,5 1,0 0,0 1,5 0,5 0,0 0,0 0,5	3,0 3,0 9,0 0,5 1,0 0,0	0,0 0,0 0,5





ANNEXE 5

Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 31 octobre 2017 par domaine

						Période		Période				Pré	Ress	ources (pers	onnes sem	aines) Utili:	iées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
		ΔERIT	AC Centre - Admin	istration douanie	àre - Programme d	lo travai	il du 01 mai 2	017 au 30	avril 2018 -	Suivi de l'e			octobr	o 2017	Bureau	Site			
bjectif 1 :	Modernisation des cadres in		des administrations douanière		ere - Frogramme d	ie travai	ii du 01 iilai 2	017 au 30	aviii 2016 -	Julvi de i e	xecutio	iii au 31	OCTOBI	e 2017					
Résultats attendus :	Les procédures administrati			Tr	Tr				T D/ 1 0047	LOUADIET	0.5				0.5				T
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	Octobre 2017	Т3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T4	Mars 2018	BREMEERSC H, CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville
Objectif 2 :	Renforcement des principale	es fonctions des administratio	ns douanières bligations déclaratives et de pa	niomont															
GUINEE- EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir	T2	Aout 2017	Т3	Novembre 2017	URAN GRAHAN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE- EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	l'intégration régionale Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration récionale	T3	Aout 2017	Т3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Objectif 2 :	Renforcement des principale	es fonctions des administratio	ns douanières respect des textes douaniers		THE THE PERSON OF THE PERSON O				•										
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de	contrôle contribuent efficacement au respect	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est	Т3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.
BURUNDI	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination	des textes douaniers Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect	renforcé Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est	T2	Octobre 2017	Т3			0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
CAMEROUN	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	des exonérations Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	des textes douaniers Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	renforcé Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Т3	Novembre 2017	T1	Juin 19-30, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Annulé par le pays.
CONGO	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Juin 26-Juillet 07, 2017		0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	Т3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	Т3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RDC	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juin 2017	Т3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

	Mission STX sur le suivi du	Renforcement des	Programmes de	Les programmes de	Le cadre pour le contrôles	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD			suivi/apurement des transit		des régimes dérogatoires														
TOHAD	exonérations	administrations douanières	et de contrôle à destination	efficacement au respect	et des exonérations est														
			des exonérations	des textes douaniers	renforcé														
	Mission STX sur la	Renforcement des	Programmes annuel de	Les programmes de	La part des opérations	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
	programmation et la	principales fonctions des	contrôle des valeurs et de	contrôle contribuent	d'importations faisant														
TCHAD	conduite des contrôles a	administrations douanières	poursuites en recouvrement	efficacement au respect	l'objet de contrôle a														
	posteriori		disponibles	des textes douaniers	posteriori augmentent														
			-		progressivement														

				1		Période	1	Période	1		-	Prév	ues Kess	ources (per	sonnes sem	ames) Utili	isées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	seiller	ECT	Total	Commentaires
		AED	RITAC Centre - Adm	inictration ficeal	Drogramma da	travail	du 01 mai 201	7 20 .		ivi de l'ev	Bureau		etobro	2017	Bureau	Site			
Objectif 3 :	Modernisation des cadres in			inistration fiscal	e - Programme de	travaii	du 01 mai 201	/ au 50 a	IVIII 2016 - 3u	ivi de i ex	ecution	au 51 0	ctobre.	2017					
	: Les procédures administrativ																		
	Mission STX d'appui à la	Modernisation du cadre	Outils didactiques et plan de		Les pays membres	T2	Octobre 2017				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du
	rédaction des directives communautaires	institutionnel des administrations fiscales	diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	administratives fiscales modernes sont	appliquent effectivement et uniformément les														programme. Ressources à affecte
CEMAC	communautaires	aurilinisti attoris riscales	directives listales CEWIAC	légalement établies	dispositions de la directive														au séminaire douane
				logalement etablico	CEMAC TVA/DA														de février 2018
	Mission STX d'appui à la	Modernisation du cadre	Projet de textes d'application		Les pays membres	T4	Avril 2018				0.5	0,0	1,0	1,5	0,0	0.0	0.0	0,0	Activité annulée du
	vulgarisation des	institutionnel des	des directives CEMAC sur la	administratives fiscales	appliquent effectivement	14	AVIII 2016				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	programme.
CEMAC	réglementations	administrations fiscales	TVA/DA	modernes sont	et uniformément les														Ressources à affecte
OZ.III/CO	communautaires			légalement établies	dispositions de la directive														au séminaire impôts
					CEMAC TVA/DA														de février 2018
Objectif 4 :		s fonctions des administratio										9							
Résultats attendus 1	1 : Amélioration du respect des Mission LTX/STX sur la	obligations fiscales de déclar Renforcement des	ration et de paiement Procédures fiscales de	Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T2	Août 14-25, 2017	T2	Août 14-25, 2017	ACEDO,	0.5	2.0	0.0	2.5	0.5	2.0	2.0	4.5	
GUINEE-	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente	12	A0ul 14-25, 2017	12	A0ul 14-25, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
EQUATORIALE	procédures fiscales de	administrations fiscales	modernes adoptées et	de déclaration et de	2. La gestion des arriérés														
EQUATORIALE	déclaration et de paiement		utilisées	paiement	de paiement est améliorée														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Procédures fiscales de	Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T2	Aout 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMAROZAT	0.5	2,0	0.0	2,5	0,5	1.0	0.0	1,5	
	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente		710012011		Mai 22 00, 2011	OVO	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	1,0	0,0	1,0	
RCA	procédures fiscales de	administrations fiscales	modernes adoptées et	de déclaration et de	La gestion des arriérés														
	déclaration et de paiement		utilisées	paiement	de paiement est améliorée														
	Mission STX sur la	Renforcement des	Procédures fiscales de	Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	PENAN.IF	0.5	0.0	2.0	2.5	0.5	0.0	2.0	2.5	
	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente						-,-	-,-	-,-	-,-	-,-	-,-	-,-	_,-	
RCA	procédures fiscales de	administrations fiscales	modernes adoptées et	de déclaration et de	La gestion des arriérés														
	déclaration et de paiement		utilisées	paiement	de paiement est améliorée														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Procédures fiscales de	Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T3	Janvier 2018	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET-	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente														
PRINCIPE	procédures fiscales de	administrations fiscales	modernes adoptées et utilisées	de déclaration et de paiement	 La gestion des arriérés de paiement est améliorée 														
	déclaration et de paiement		utilisees	palement	de palement est amelioree														
	Mission STX sur la	Renforcement des	Procédures fiscales de	Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T4	Février 2018	T3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente														
PRINCIPE	procédures fiscales de déclaration et de paiement	administrations fiscales	modernes adoptées et utilisées	de déclaration et de paiement	 La gestion des arriérés de paiement est améliorée 														
	Visite d'immersion	Renforcement des	Le cadre de gestion et de gouvernance des	L'administration de Sao Tomé-et-Principe s'est	L'organisation mise en place permet une mise en peuvre			T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en
SAO TOME-ET-	professionnelle des cadres au Cap Vert	principales fonctions des administrations fiscales	administrations fiscales est	appropriée des meilleures	efficace des stratégies et														cours d'exercice.
PRINCIPE	ad Oap veit	administrations necales	modernisé	pratiques d'une agence	réformes														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Procédures fiscales de	semi-autonome. Amélioration du respect	Le taux de paiement à	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
	modernisation des	principales fonctions des	déclaration et de paiement	des obligations fiscales	l'échéance augmente	12	Octobre 2017	12	Octobre 3-20, 2017	BAZAIIIOA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
TCHAD	procédures fiscales de	administrations fiscales	modernes adoptées et	de déclaration et de	2. La gestion des arriérés														
	déclaration et de paiement		utilisées	paiement	de paiement est améliorée														
Résultats attendus 2	2 :Les programmes de contrôle	s fiscaux assurent une couve	erture efficace des risques			1											1		1
	Séminaire sur le	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à
REGIONAL	renforcement de la	principales fonctions des administrations douanières	basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	contrôles douaniers et fiscaux assurent une	recherche et de contrôles sont adaptées aux														Yaoundé.
REGIONAL	douanes/impôts	et fiscales	risques douarriers et riscaux	couverture efficace des	principaux risques et types														
				risques	de fraudes														
	Cours régional sur la gestion		Les communications	Sensibilisation des	Compte rendu du cours et	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
REGIONAL	macroéconomique dans les pays riches en ressources	cadres regionaux en matière de gestion	délivrées et les enseignements du cours	acteurs concernés	évaluation des participants														
	naturelles	macroeconomique	ů.																
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T4	Avril 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique
BURUNDI	programmation/conduite des contrôles fiscaux et la	principales fonctions des administrations fiscales	fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	contrôles fiscaux assurent une couverture	recherche et de contrôles sont adaptées aux									1		l			délocalisé au siège d'AFRITAC Centre
	collaboration	nou audita nacara	quoo aoaamora et nacaux	efficace des risques	principaux risques et types									1		l			annulé.
	douanes/impôts	B (,	de fraudes		1 : 1 1 0045		N 05:-	MADEC	0.5			0.5		0.0		0.5	
	Mission STX sur la programmation/conduite des	Renforcement des	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les	Les programmes de contrôles fiscaux	Les procédures de recherche et de contrôles	T1	Juillet 2017	Т3	Novembre 2017	MADEC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux									1		l			
	collaboration		, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	efficace des risques	principaux risques et types														
	douanes/impôts	Banfaraamant dee	Drogrammon de essenti		de fraudes	T3	Janvier 2018	TO	Contomb 00	BAZAHICA	0.5	2.0	0.0	2.5	0.5	2.0	0.0	2.5	Participation à la
	Mission LTX sur la programmation/conduite des	Renforcement des principales fonctions des	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les	Les programmes de contrôles fiscaux	Les procédures de recherche et de contrôles	13	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	DAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du
CAMEROUN	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux				00, 2017							l			département des
	collaboration			efficace des risques	principaux risques et types									1		l			finances publiques du
	douanes/impôts Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	de fraudes Les procédures de	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2.0	0.0	2.5	FMI.
	programmation et la	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles						_,0	_,0	_,0	_,0	5,5	_,0	-,0	_,0	
CONGO	conduite des contrôles	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux														
	fiscaux			efficace des risques	principaux risques et types de fraudes	1													
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
		principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles						,-	.,-	. ,-	,-	1	,-	.,-	,-	
				Inner manufacture and continue	sont adaptées aux	1					1			1	1	1	l	1	
GABON	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture			1												
GABON	contrôles fiscaux et la collaboration	administrations fiscales	nsques douaniers et fiscaux	efficace des risques	principaux risques et types														
GABON	contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles		principaux risques et types de fraudes Les procédures de	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
	contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts Mission LTX sur la programmation/conduite des	Renforcement des principales fonctions des	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les	efficace des risques Les programmes de contrôles fiscaux	principaux risques et types de fraudes Les procédures de recherche et de contrôles	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	efficace des risques Les programmes de	principaux risques et types de fraudes Les procédures de	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	

	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	Т3	Novembre 2017	T2	Août 1-11, 2017	BAZAHICA	1.0	0.0	0.0	1.0	0.5	2.0	0.0	2.5	Participation à la
	programmation/conduite des		fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles	13	Novembre 2017	12	Audt 1-11, 2017	BAZARICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	mission du
GABON	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux		sont adaptées aux														département des
OADON	collaboration	auministrations riscales	risques douarriers et riscaux	efficace des risques															
	douanes/impôts			efficace des risques	principaux risques et types de fraudes														finances publiques du
	Mission I TX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1.0	0.0	0.0	1.0	0.5	1.0	0.0	1.5	FMI.
	programmation/conduite des		fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles	14	Wais 2010	14	IVIAIS 2010	BAZARICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON																			
GABON	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux		sont adaptées aux														
	collaboration			efficace des risques	principaux risques et types														
	douanes/impôts	D			de fraudes			T.	F/ / 2010	547411104					0.5	4.0			4 - 17 - 24 7 - 25 - 44 7 - 2 - 2
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en
	programmation et la	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles														cours d'exercice.
GABON	conduite des contrôles	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux		sont adaptées aux														
	fiscaux			efficace des risques	principaux risques et types														
					de fraudes														
	Mission STX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	ARRY-BOUABIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
	programmation/conduite des	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles														
GABON	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux		sont adaptées aux														
	collaboration			efficace des risques	principaux risques et types														
	douanes/impôts				de fraudes														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en
	programmation et la	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles														cours d'exercice.
GABON	conduite des contrôles	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux														
	fiscaux			efficace des risques	principaux risques et types														
				•	de fraudes														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
	programmation/conduite des		fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles														
RCA	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux														
	collaboration			efficace des risques	principaux risques et types														
	douanes/impôts				de fraudes														
	Mission STX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	RASOANAIVO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
	programmation et la	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles														
RCA	conduite des contrôles	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux														
	fiscaux		.,	efficace des risques	principaux risques et types														
					de fraudes														
	Mission LTX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de			T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité ajoutée en
	programmation et la	principales fonctions des	fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles	l						,-		1					cours d'exercice.
RCA	conduite des contrôles	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux	assurent une couverture	sont adaptées aux														
	fiscaux			efficace des risques	principaux risques et types														
	liscaux			emeace des risques	de fraudes														
	Mission I TX sur la	Renforcement des	Programmes de contrôles	Les programmes de	Les procédures de	T4	Février 2018	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0.5	2.0	0.0	2.5	0.5	2.0	0.0	2.5	
	programmation/conduite des		fiscaux basés sur les	contrôles fiscaux	recherche et de contrôles				22		-,0	_,0	_,0	_,0	,0	_,0	-,0	_,0	
RDC	contrôles fiscaux et la	administrations fiscales	risques douaniers et fiscaux		sont adaptées aux	l									l	l			
	collaboration	darriinou duorio riodaleo	noques detaillers et liseaux	efficace des risques	principaux risques et types	l									l	l			
	douanes/impôts			emeace des naques	de fraudes	1			1				1		1	1			
	idouaries/impots	1	1	1	ide iraudes				1										1

														ources (pers	sonnes sema				
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période	Date prévue	Période	Date réalisée	Expert(s)		Pré	/ues				sées		Résultats atteints /
Zone a milervention	Activité	Objectils	Produits/ Liviables	Resultats attendus	mulcateurs	prévue	Date prevue	réalisée	Date realisee	Experi(s)		eiller	ECT	Total	Cons		ECT	Total	Commentaires
											Bureau	Site			Bureau	Site	LOI	Total	
		AFRITAC Cen	tre - Analyse et pré	visions macrobu	dgétaires - Progr	amme d	e travail du 0	L mai 20	17 au 30 avril	2018 - Sui	vi de l'e	xécutio	n au 31	octobr	e 2017				
Objectif 1 :	Améliorer la préparation du b	oudget de l'Etat pour le rendre	e plus comprehensif, creible et	basé sur des politiques															
Résultats attendus :	Le cadre macro-budgetaire à																		
	Evaluation des travaux sur	Renforcement de la fonction		Les besoins d'assistance	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
	les risques macro-	macrobudgetaire ainsi que	macrobudgetaires et Plan	technique et de															
CAMEROUN	des besoins de la fonction	des risques budgetaires	renforcement de l'analyse et																
	macro-budgétaire		de la prévision	domaine sont recensés															
			macroéconomiques et																
	Formation PPF et	Renforcement de la fonction	budgétaires Supports de sours et Blan	Les besoins d'assistance	Bannart da mission			T4	Mars 2018	KAMGNA	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	2.0	0.0	4.0	Mission back to Back
i .	identification des besoins de		d'actions 2018-2022 pour le		Rapport de mission			14	IVIAIS 2010	NAWIGINA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0		avec une mission
i .	la fonction macro-budgétaire	macrobudgetaile	renforcement de l'analyse et																d'ICD sur la formation
CONGO	la lonction macro-budgetaire		de la prévision	capacités dans ce															en Programmation et
00.100				domaine sont recensés															Politiques Financières
			budgétaires	domanic controconoco															(PPF).
			Daugetaires																(,.
	Renforcement des capacités			Les besoins d'assistance	Rapport de mission	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 08-19,	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
	du Comité technique de	macrobudgetaire	pour le renforcement de	technique et de					2018										
GABON	cadrage macroéconomique			développement des															
	et budgétaire		macroéconomiques et	capacités dans ce															
	E PDE I	B (budgétaires	domaine sont recensés			1	- .	E/ : 40.00 0040	KAMGNA				6.0					Mr. Carlotte Bart
	Formation PPF et identification des besoins de	Renforcement de la fonction	d'actions 2018-2022 pour le	Les besoins d'assistance technique et de	Rapport de mission	T3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0		Mission back to Back avec une mission
	la fonction macro-budgétaire	macrobudgetaire	renforcement de l'analyse et																d'ICD sur la formation
RCA	la ionction macro-budgetaire		de la prévision	capacités dans ce															en Programmation et
				domaine sont recensés															Politiques Financières
			budgétaires	domanie sont recenses															(PPF).
																			(111).
	Diagnostic du modèle	Renforcement de la fonction	Plan d'actions 2018-2022	Les besoins d'assistance	Rapport de mission	T4	Février 2018	T3	Janvier 22- Février	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
	SIGNET et identification des		pour le renforcement de	technique et de					03, 2018										
TCHAD	besoins de la fonction macro	-		développement des															
	budgétaire			capacités dans ce															
Objectif 2 :	Renforcement de l'identificat	ion du quivi et de la gestion e	budgétaires	domaine sont recensés															
resultats attendus :	Séminaire de haut niveau	Echanger sur les besoins	Les communications	Sensibilisation les	Rapport du Seminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2.0	1.0	1.0	4.0	2.0	0.5	1.0	3.5	STX à rechercher
	d'échanges sur les défis	de renforcement des	délivrées et les	acteurs sur les defis de la	Capport de Serimane		. 51.151 2010		7.1.1.1 20 24, 2010	out	2,0	.,0	.,0	,0	-,0	5,5	.,0		Participation d'un
	dans le domaine de	capacites institutionnelles.		fonction macrobudgetaire															macro-fiscaliste de
REGIONAL	l'analyse et de la prévision	strategiques.	grioriionio da coura	et les axes d'intervention							1	1							FADM2 et du LTX
_	macroéconomique et	methodologiques, et		de AFC							1	1							PFM-budget
	budgétaire	operationnelles de la																	
		fonction macrobudgétaire																	
	Cours régional sur l'analyse		Les communications	Sensibilisation des	Compte rendu du cours et	T3	Décembre 2017	T4	Mars/Avril 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
REGIONAL	et la prévision budgétaire	cadres regionaux en		acteurs concernés	évaluation des participants														
	(APB)	matière d'analyse et de	enseignements du cours								1	1							
	1	prévision budgétaire.																	

						Période		Période	_	_		Prév		ources (pers	onnes sema	aines) Utili	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
		AEDITAC	Centre - Gestion de	s finances nublic	uios Drogramma	do trovo	ail du 01 mai 1	2017 3	20 aveil 2019	Cuivi do l'	Bureau				Bureau	Site	20.	10.0.	
Diectif 1 : Améliorer	le cadre légal des finances pu		centre - destion de	s illiances public	lues - Frogramme	ue trave	all du OI Illai A	.017 au .	50 aviii 2010	- Juivi de i	execution	Jii au a	u 31 oct	ODIE 20	,1,				
objecti i i i i i i i i i i i i i i i i i i	Appui à l'avis de conformité	Harmoniser le cadre des	Lettre transmettant les	Les textes adoptés sont		T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et	TURENNE,	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des
	de la CEMAC	finances publiques des pays de la CEMAC	s observations sur les projets de textes assortis des	alignés sur les directives et conformes aux	de conformités délivrés par la C/CEMAC				Octobre 2017	TOURE									textes du Cameroun et de la République
CEMAC		de la CLIVIAC	propositions d'amélioration	spécificités des états	pai la GIOLINIAG														du Congo. Deux avis
			Compte rendu des	membres.															de conformité
			séminaires CEMAC																produits.
	Participation aux ateliers	Participer aux séminaires	Les communications sont	Le renforcement des				T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE,	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CEMAC	régionaux de la CEMAC	de la CEMAC	délivrées.	capacités des cadres et des institutions						TOURE									
	Appui à l'organisation de la	Harmoniser les favoriser les	Recommandations	Impulsion ddes réformes		T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE,	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint
INTER-REGIONAL	fonction budgétaire et	echanges et experiences		organisationelles						TURENNE, DAGGUES									AFRITAC Centre et
	comptable	pays sur les meilleurses pratiques								DAGGUES									AFRITAC Ouest à Abidjan.
	FOHBAC - Renforcement de	Favoriser les échanges sur	Identification et justification	Impulsion des Reformes	Nombre de pays ayant	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE,	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	
	la fonction budgétaire face aux défis des réformes et	les meilleures pratiques	des grandes fonctions des services budgétaires.	organisationnelles des services budgétaires	adapté l'organisation des services budgétaires					TURENNE, MARSCHISET									
REGIONAL	des programmes		oor vioco baagotairoo.	oci vioco baagotaireo	DOI VICCO DUOGCIANCO					ms a tool not :									
	économiques et fiscaux																		
	Visite exploratoire en	Identifier les besoins	Rapport	Plan d'action		T2	Aôut 2017	T2	Septembre 25-30.	TURENNE.	2.0	2.0	0.0	4.0	2.0	2.0	0.0	4,0	Un plan d'action a été
	prévision de l'intégration à AFC	d'assistance technique	.,,,						2017	TOURE	, .	,-	-,-	,-	,	,	.,.	,-	élaboré et comporte
	AFC																		plusieus axes : préparation du
SAO TOME-ET- PRINCIPE																			budget, gestion des
FRINCIPE																			investissements, suiv
																			des marchés publics et la gestion de la
Objection Accord		That a seed a seed of the control of	at also ashas at			1										l		1	trésorerie
Objectif 2 : Ameliorer	la préparation du budget de l' Production des documents		Fixation des Macro	Amélioration du	Amélioration de la	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE,	2,0	2,0	0.0	4.0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	budgétaires conformes à la	documents budgétaires	processus et des formats	processus et de la	documentation budgétaire					KOBOU	-,-	_,-	-,-	.,-	-,-	_,-	_,,-	-,-	
CONCO	loi		des documents budgétaires	documentation budgétaire															
	Mission FAD au GABON	Améliorer la surveillance		buugetaire				T1	Mai 9-19, 2017	TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON		financière des																	
		établissements et entreprises publics																	
	Dernière mission sur les	Présenter le les opérations	Inventaire des affectations	Amélioration de la	Amélioration de la	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE,	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un
GABON	opérations financières sur les ressources affectées et	financières de l'Etat dans les normes requises et	non intégrées dans la la loi de finances et propositions	documentation budgétaire	présentation de la loi de finances et de ses					DEHOVE									nouveau compte d'affectation spéciale
CADON	la tutelle des Etblissements	améliorer la documentation	de prise en charge	buugetalle	annexes														d affectation speciale
	Publics	budgétaire	Plan d'action pour	Amélioration du		T2	Octobre 2017	T2	0.4.400.07	TURENNE,	2.0		2.0	6.0	2.0	2.0	0.0	4.0	0.11
	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire	l'amélioration de la	processus et de la	Le projet de loi de finances et ses annexes	12	Octobre 2017	12	Octobre 23-27, 2017	TOURE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en
		conforme à la Directive	documentation budgétaire	documentation															mission exploratoire
GUINEE- EQUATORIALE		CEMAC 2011 relative à la loi de Finances		budgétaire															afin de recenser les besoins d'assistance
LUGATORIALL		ioi de rinances																	technique à intégrer
																			au programme d'AFC
	Pilotage de la préparation et	Respecter les normes de	Fixation des Macro	Amélioration du	Disponibilité des	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TOURE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RCA	de l'exécution du budget et	qualité du processus et des		processus et de la	instruments de pilotage de					YOUGBARE						·			
	les documents budgétaires	documents budgétaires	des documents budgétaires	documentation budgétaire	la préparation et de l'exécution du budget														
	Intégration des opérations	Présenter le les opérations		Documentation	Amélioration de la	T1	Juillet 2017	T2	Août 01-12, 2017	DEHOVE,	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
	sur ressources affectées	financières de l'Etat dans	sur ressources affectées	budgétaire conforme à la						YOUGBARE,									
RDC	dans la loi de finances	les normes requises et améliorer la documentation	dans la loi de finances et respect des procédures par	loi relative à la loi de finances	finances et ses annexes					TOURE									
				illianoco															
		budgétaire	rapport à leur utilisation								Į.		Į.						
	Flarnissement de la			Amélioration de la	Présentation de la loi do	T1		To	Anût 16-28 2017	DEHOVE	2.0	2.0	2.0	6.0	2.0	20	40	8.0	Présentation des
	Elargissement de la couverture du budget au	Présenter les opérations financières de l'Etat dans	Inventaire des recettes affectées non retracées	Amélioration de la documantation	Présentation de la loi de finances et de ses	T1		T2	Août 16-28, 2017	YOUGBARE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations
	couverture du budget au fonds affectés et	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et	documantation		T1		T2	Août 16-28, 2017		2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	opérations budgétaires dans la
TCHAD	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de	documantation	finances et de ses	T1		T2	Août 16-28, 2017	YOUGBARE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y
TCHAD	couverture du budget au fonds affectés et	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et	documantation	finances et de ses	T1		T2	Août 16-28, 2017	YOUGBARE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur
	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de	documantation	finances et de ses	T1		T2	Août 16-28, 2017	YOUGBARE,	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les
	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation	documantation budgétaire	finances et de ses annexes					YOUGBARE, TOURE	,		,						opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics T'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patient le contrôle Améliorer le suivi de l'Améliorer le suivi de	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation	documantation budgétaire Sensibilisation des	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des	T1 T2	Octobre 2017	T2 T3	Août 16-28, 2017	YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional
	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con l'éxécution budgétaire et l'exécution budgétaire et l'exécution budgétaire et	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire ptable et le contrôle Améliorer le suivi de l'rexécution du budget et de	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a		Octobre 2017			YOUGBARE, TOURE	,		,						opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics T'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patient le contrôle Améliorer le suivi de l'Améliorer le suivi de	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation	documantation budgétaire Sensibilisation des	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication		Octobre 2017			YOUGBARE, TOURE TOURE, TURE,	,		,						opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional
Objectif 3 : Améliore	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con l'éxécution budgétaire et l'exécution budgétaire et l'exécution budgétaire et	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire publie et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et la de	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au		Octobre 2017			TOURE, TURENNE, KOBOU,	,		,						opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional
Objectif 3 : Améliore	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patable et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivir budgétaire et comptable et de la dette	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18	T2			Novembre 2017	YOUGBARE, TOURE TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	,		,					8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville
Objectif 3 : Améliore	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire publication de la contrôle Améliorer le suivi de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liées à la Attenuer les risques liées à la Attenuer les risques liées à la contrôle de la chaine de la dépense et de la dette	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôli	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18.		Octobre 2017 Novembre 2017			TOURE, TURENNE, KOBOU,	,		,						opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique
Objectif 3 : Améliore	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patable et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivir budgétaire et comptable et de la dette	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18	T2		Т3	Novembre 2017	YOUGBARE, TOURE TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique délocalisé à organisé
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire potable et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liés à la déconcentration de la	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivir budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôl interne budgetaire dans	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18.	T2		Т3	Novembre 2017	YOUGBARE, TOURE TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r l'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire ptable et le contrôle Améliorer le suivi de l'achaine de la dépense et de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnacement	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire a Plan d'action ministèriel	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôl interne budgetaire dans les ministères prioritaires	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18. Institution du contrôle interne	T2	Novembre 2017	T3 T4	Novembre 2017 Mars 2018	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI TOURE	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique délocalisé à organise au siége d'AFRITAC Centre
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL BURUNDI	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire potable et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liés à la déconcentration de la	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivir budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôl interne budgetaire dans	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017- 18.	T2		Т3	Novembre 2017	YOUGBARE, TOURE TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique délocalisé à organise au siège d'AFRITAC
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics I exécution budgétaire et con Seminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du comptable interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets Atelier de renforcement capacités sur la comptabile générale de comptabile générale de	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patable et le contrôle Améliorer le suivi de la chaine de la dépense et de la dépense et de la chaine de la dépense et de la chaine de la déconcentration de la fonction d'ordonnacement Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la londamentaux de la condamentaux de la condamenta	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire Production ministèriel Production des documents complables de base, meilleure maîtrise du suivi	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivir budgétaire et comptable et de la dette	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18. Institution du contrôle interne Amelioration de la gestion	T2	Novembre 2017	T3 T4	Novembre 2017 Mars 2018	TOURE, TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI TOURE	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique débocalisé à organise au siège d'AFRITAC Centre Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL BURUNDI	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics Frexécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets Atelier de renforcement capacités sur la	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire paudiciere le contrôle Améliorer le suivi de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnacement Améliorer la chaine de la dépense et de la dette la chaine de la déconcentration de la fonction d'ordonnacement Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire a Plan d'action ministèriel Production des documents comptables de base,	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôli interne budgetaire dans les ministères prioritaires Fiabilisation des documents comptables	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18. Institution du contrôle interne Amelioration de la gestion	T2	Novembre 2017	T3 T4	Novembre 2017 Mars 2018	YOUGBARE, TOURE TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI TOURE KOBOU, ROUMEGAS.	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique délocalisé à organise au siège d'AFRITAC Centre Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC au siège d'AFRITAC
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL BURUNDI	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics I r'exécution budgétaire et con Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat Amélioration et fiabilisation	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire ptable et le contrôle Améliorer le suivi de la chaine de la dépense et de la chaine de la dépense et de la dette Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnacement Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité Regulariser et apurer les	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire a Plan d'action ministèriel Production des documents comptables de base, meilleure malifise du suivi de la trésorerie Pland'apurement des CIP	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette Mise en place du contrôl interne budgetaire dans les ministères prioritaires (Balance) mise en place du coutent comptables (Balance) mise en place dun plan de trésorerie	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18. Amelioration du contrôle interne Amelioration de la gestion de tresorerie Les opérations	T2	Novembre 2017	T3 T4	Novembre 2017 Mars 2018	YOUGBARE, TOURE. TOURE. TURENNE. KOBOU, LMIMOUNI TOURE KOBOU, ROUMEGAS. TURENNE	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique débocalisé à organise au siège d'AFRITAC Centre Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé
Objectif 3 : Améliorei REGIONAL BURUNDI	couverture du budget au fonds affectés et amelioration de la tutelle financière des organismes publics r'exécution budgétaire et con Séminiaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire patable et le contrôle Améliorer le suivi de l'exécution du budgét et de la chaine de la dépense et de la chaine de la dépense et déconcentration de la fonction d'ordomacement Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la la loi de finances et propositions de rebudgetisation Les communications délivrées et les recommandations du séminaire Production des documents comptables de base, meilleure maltrise du suivi de la trésorerie	documantation budgétaire Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette de la dette budgetaire dans les ministeres profitaires Fiabilisation des documents comptables (dalance) mis	finances et de ses annexes Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'evaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18. Amelioration du contrôle interne Amelioration de la gestion de tresorerie Les opérations	T2	Novembre 2017 Juillet 2017	T3 T4 T1	Mars 2018 Juillet 3-7, 2017	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI KOBOU, LMIMOUNI TOURE KOBOU, ROUMEGAS. TURENNE	2,0	2,0	2,0	7,0 6,0 4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. Séminaire régional organisé à Libreville Atelier technique délocalisé à organise au siège d'AFRITAC Centre Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC au siège d'AFRITAC

CONGO			la comptabilité et la gestion		Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
GABON	Travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT		Centralisation quotidienne des soldes de tresorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LMIMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaine de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RCA			la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	Т3	Décembre 2017	Т3	Décembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
TCHAD	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité		Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juilllet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS. TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.

						District		District.						ources (per	sonnes sem				Discharge and the
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons		/ues		Cons	Utili seiller	isées		Résultats atteints / Commentaires
						prevue		ieansee			Bureau		ECT	Total	Bureau		ECT	Total	Commentanes
	1	AFRITA	C Centre - Gestion	de la dette publi	que - Programme	de trav	ail du 01 mai	2017 au 3	30 avril 2018	- Suivi de l	'exécuti	on au 3	1 octob	re 201	7				
Objectif 1 : Développ	er une Stratégie de gestion de				4										-				
,	Assistance/Formation sur le			Les agents se sont	Les agents produisent un	T1	Juillet 2017				1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en
	processus d'élaboration de	processus d'élaboration de	rapport de mission	familiarisés au cadre	premier document à														raison de la situation
BURUNDI	la stratégie de gestion de la dette	la stratégie de la dette à		d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer	annexer à la Loi de														sécuritaire du pays
	dette	moyen terme		le cadre aux données de	rinances.														
				leur pays															
	Assistance/Formation sur le		Support de formation	Les agents se sont	Les agents produisent un	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'out SDMT
	processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la	processus d'élaboration de la stratégie de la dette à		familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et	premier document de SDMT pays.					SCIPIONI									SDIVIT
CONGO	dette	moyen terme y compris la		sont capables d'appliquer															
		stratégie d'émission des		le cadre aux données de															
	Assistance/Formation sur le	titres publics Former le personnel sur le	Support de formation et	leur pays Les agents se sont	Les agents produisent un	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI,	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5	Atelier technique
	processus d'élaboration de	processus d'élaboration de	rapport de mission	familiarisés au cadre	premier document à		71001 2017		14040111510 2011	SCIPIONI	1,0	2,0	2,0	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	délocalisé au siège
RDC	la stratégie de gestion de la	la stratégie de la dette à		d'analyse de la SDMT et	annexer à la Loi de														d'AFRITAC Centre.
	dette	moyen terme y compris la stratégie d'émission des		sont capables d'appliquer le cadre aux données de	Finances.														
		titres publics		leur pays															
		Former le personnel sur le		Les agents se sont	Les agents produisent un	T3	Décembre 2017	Т3	Novembre 2017	SOLTANI,	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'out
	processus d'élaboration de	processus d'élaboration de	rapport de mission	familiarisés au cadre	premier document à					IBOKLENE									SDMT
TCHAD	la stratégie de gestion de la dette	la stratégie de la dette à moyen terme y compris la		d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer															
	dette	stratégie d'émission des		le cadre aux données de	i ilianoco.														
	1	titres nublics		leur navs															
Objectif 2 : Assurer u	ne meilleure gestion des risque Appui à l'élaboration des	es liés au portefeuille de la de Appropriation des	Support de formation et	l es cadres sont canables	Les agents produisent les	T4	Mars 2018				0.5	2.0	0.0	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0	Activité annulée en
	supports de reporting de la	techniques et des bonnes	rapport de mission	de mieux analyser le	premiers bulletin et	14	Wais 2010				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	raison de la situation
	dette	pratiques en matière	.,,,	portefeuille de la dette et	rapport de la dette														sécuritaire du pays
BURUNDI		d'analyse et de reporting de		de produire à temps les															
		la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un		statistiques et rapports de gestion de la dette.															
		rapport annuel sur la dette.		gestion de la dette.															
	Assistance/formation sur l'utilisation des produits	Renforcement des capacités des agents de	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des techniques de
	dérivés	gestion de la dette sur	rapport de mission	l'utilisation des produits	nombre de cadres formes.														couverture des
CAMEROUN		l'utilisation des produits		dérivés en gestion de la															risques financiers
		dérivés dans la couverture		dette ainsi que les															
		des risques financiers liés au portefeuille de la dette.		mécanismes et les enjeux liés à leur															
				utilisation															
	Formation sur l'identification et la gestion des sources de		Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les		T2	Septembre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5	Un expert court terme va se ioindre à cette
	vulnérabilité d'un portefeuille		rapport de mission	différents risques d'un	lornes					IBUNLENE									activité.
RCA	de dette	portefeuille de dette		portefeuille de dette et															douvito.
				proposer des mesures															
				pour atténuer ces risques															
	Appui à l'élaboration des	Appropriation des	Support de formation et		Les agents produisent le	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production d'un
	supports de reporting de la	techniques et des bonnes	rapport de mission	de mieux analyser le	premier bulletin et rapport														bulletin de la dette
	dette	pratiques en matière d'analyse et de reporting de		portefeuille de la dette et de produire à temps les	de la dette														pour le premier semestre 2017.
RCA		la dette et conception d'un		statistiques et rapports de															semestre 2017.
		bulletin périodique et d'un		gestion de la dette.															
		rapport annuel sur la dette.																	
	Appui à l'élaboration des	Appropriation des	Support de formation et	Les cadres sont canables	Les agents produisent le	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Juin 02,	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Production du rapport
	supports de reporting de la	techniques et des bonnes	rapport de mission	de mieux analyser le	premier bulletin et rapport	''			2017		.,-		-,-	-,-	-,-				annuel de gestion de
	dette	pratiques en matière		portefeuille de la dette et	de la dette														la dette pour l'année
RDC		d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un		de produire à temps les statistiques et rapports de															2016 et d'un bulletin de la dette pour le
		bulletin périodique et d'un		gestion de la dette.															premier semestre
		rapport annuel sur la dette.		3															2017.
	A annui A Mélabanation de	• •	Consent de fermation :	Lan andrea and an inter-	Lan annuta annutaire (10)	T4	Juin 2017	T4	Juin 5-15, 2017	COLTAN"	4.0	2.0	0.0	2.0	4.0	2.0	0.0	2.0	
	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la	Appropriation des techniques et des bonnes	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le	Les agents produisent les premiers bulletin	T1	Juin 2017	T1	Juli 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de
	dette	pratiques en matière		portefeuille de la dette et															la dette pour l'année
TCHAD		d'analyse et de reporting de		de produire à temps les	annuel de la dette														2016 et d'un bulletin
		la dette et conception d'un		statistiques et rapports de	:														de la dette pour le
	1	bulletin périodique et d'un		gestion de la dette.		1	1			1	1	l			1	1	l	l	premier semestre
		rapport annuel sur la dette.																	2017.

bjeeth e i rtemoreer		alyse de Viabilité de la Dette		1	I				T										1
	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette.	Renforcer les capacités et les connaissances des	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas		Nombre des agents	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une
	organisé en collaboration	agents en matière d'AVD et		familiarisés aux concepts	formés et évaluation de l'atelier.														anlayse de viabilité la dette avec l'outil
			pratiques	clés et au processus de	rateller.														
	avec le siège (département	des nouvelles directives du		l'AVD. Les agents sont															AVD-PFR
REGIONAL	SPR).	FMI en matière de limites		sensibilisés sur les															
		d'endettement public.		nouvelles directives du															
				FMI en matière de limites															
				d'endettement public.															
	Formation sur l'utilisation du		Support de formation sur les		Le nombre de cadres	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une
	cadre de viabilité de la dette		concepts et l'outil d'AVD;	familiarisés aux concepts	formés														anlayse de viabilité
	MAC-DSA	théoriques sous-tendant		clés et au processus de															la dette avec l'outil
		l'AVD et l'utilisation de l'outil		l'AVD. Les agents sont															AVD-PAM.
GABON		MAC-DSA. Sensibiliser les		capables de réaliser tous															
		agents à l'importance de		les ans l'AVD de leur															
		l'AVD dans les politiques		pays, de manière															
		budgétaire et de gestion de		autonome.															
		la dette;																	
iectif 4 : Développe	er le marché domestique de la	dette intérieure							-	1			1		1	1		1	-
	Titrisation de la dette	Appuyer la BEAC à établir	Rapport de mission	un projet de texte est	présentation d'un projet de	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a
	publique intérieure.	le cadre juridique et les		élaboré et un plan	texte sur la titrisation							1							été élaboré.
		procédures et conditions de		d'action est proposé.								1							
BEAC		titrisation de la dette																	
		publique intérieure, y																	
		compris la dette des pays																	
	Appui à l'élaboration du	vis-à-vis la BFAC Appuyer les autorités à	Projet de textes et rapport	Le cadre juridique du	Adoption des textes par	T4	Avril 2018		+	1	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en
	cadre juridique du marché	compléter les différents	de mission	marché est élaboré	les autorités et lancement	14	AVIII ZU IO				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	raison de la situation
	des titres de l'Etat	textes juridiques et	de mission	marche est elabore	du marché des titres de														sécuritaire du pays.
	des titles de l'Etat	règlementaires nécessaires			l'Etat.														securitaire du pays.
RDC		pour le lancement et bon			i Ltat.														
		fonctionnement du marché																	
		des titres de l'Etat.																	
bjectif 5 : Accompag	gner les pays dans le dévelop																		
	AT sur l'identification des	Assister les autorités à	Rapport de mission et	Les préalables sont	Un plan d'action est	Т3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions es
	préalables pour l'émission	identifier les préalables	support de formation;	identifiés, un plan	élaboré														préparé.
	des SUKUK	règlementaires,		d'action est élaboré et les															
TCHAD		institutionnels et techniques		agents se sont															
ICHAD		pour l'émission des SUKUK.		familiarisés au processus															
		Former le personnel sur la		d'émission des SUKUK;															
		structuration et la gestion de																	
		ces émissions.																	
bjectif 6 : Renforcer	le cadre juridique et institutio			*															
	Appui à la dynamisation du	Réviser le texte régissant	Un nouveau projet de texte		le texte sur le CNDP est	Т3	Janvier 2018	T3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route
	comité de coordination des	l'organisation, la	sur le CNDP	sensibilisées sur	révisé et le CNDP devient							l	1		1		1	1	est préparée et les
CONGO	activités de la dette.	composition et la mission du	1	l'importance du CNDP	opérationnel;							l	1		1		1	1	textes sont révisés.
		CNDP et proposer des		dans le processus								1							CNDP est réactivé.
		mésures capables de le rendre opérationnel:		d'endettement;															
	Appui à la dynamisation du	Réviser le texte régissant	Un nouveau projet de texte	Les autorités sont	le texte sur le CNDP est			T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	2.0	2.0	5.0	Nouvelle Activité -
	comité de coordination des	l'organisation, la	sur le CNDP	sensibilisées sur	révisé et le CNDP devient						-,-		-,-	-,-	-,-	_,-			Mars 2018
	activités de la dette.	composition et la mission du		l'importance du CNDP	opérationnel;														
CONGO		CNDP et proposer des		dans le processus															
		mésures capables de le		d'endettement;															
		rendre opérationnel:																	
	Réforme du cadre juridique	Appuyer les autorités à	Rapport de mission incluant		les réformes sont	Т3	Novembre 2017	T3	Janvier 2018	SOLTANI,	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le cadre juridique de
	et institutionnel de gestion	moderniser le cadre	le projet de textes des	est mis en application et	approuvées et mises en					STEYLAERS		1							la dette est révisé.
RCA	de la dette publique	juridique et institutionnel de	réformes	les textes des réformes	place par les autorités														
		la dette pour le rendre		sont élaborés.															
		conforme aux meilleures										1							
	Evaluation des besoins	pratiques internationales Procéder à l'état des lieux	Rapport de mission	Programme d'activité de	I e programme	T4	Février 2018	Т3	Décembre 2017	SOLTANI	0.5	1,0	0.0	1,5	1.0	1.0	0.0	2.0	Les besoins en AT
	d'assistance technique en	de la situation de la gestion	rapport de mission		Le programme i d'assistance technique est	14	reviiei 2018	13	Decembre 2017	SULTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	sont identifiés et un
	gestion de la dette	de la situation de la gestion de la dette; évaluer les		sera fournie par AFC	élaboré							1							programme d'activité
SAO TOME-ET-	gestion de la delle	besoins en assistance		sora iournie pai Ar'C	CIADOI C							1							est préparé.
PRINCIPE		technique et élaborer un										1							озгрісраїс.
		programme d'activité pour										1							
	<u> </u>	répondre à ces besoins			<u> </u>														
			1	· ·				T3	Décembre 2017	SOLTANI	0.0	0.0				0.5		0.5	
REGIONAL	Séminaire régional LIC DSF						I I	13	Decembre 2017	SULTAIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	

						Période		Période				Drá	Ress	ources (pers	sonnes sema	aines)	sées		Résultats atteints /
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	prévue	Date prévue	réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons	eiller	ECT	Total	Cons	seiller	ECT	Total	Commentaires
		AFRITAC C	entre - Régulation	et supervision ba	ancaires - Program	ıme de t	ravail du 01 i	nai 2017	au 30 avril 20	018 - Suivi			au 31 o	ctobre 2		Oite			
Objectif 1 : COBAC	Renforcer la surveillance du Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	secteur financier en mettant 1e étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	à niveau le cadre réglementa Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une	mes internationales Rapport de mission, trelevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	T1	Juin 2017	T2	Juin 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FN 2019	Rapport de mission, supports de formation	ТЗ	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC. La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements arréés	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du réglement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	Ze étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019		T2	Octobre 16-27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème : révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les projets de modèles d'états financiers consolidés.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détailés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, dossier d'agrément, méthodologie)		Les nouveaux règlement sont prèts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2011	B Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC : révision des la gestion des risques à la gestion des risques à la gestion des risques et à la gouverance. Le traitement du thème relatif à l'agrèment a été apoursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisse à Libreville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à complèter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux réglements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlement sont prêts à être finalisés par la BCC	s Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T2	Septembre 4-15, 2017	T1	Juillet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC : révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été
SAO TOME ET PRINCIPE	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC.	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.		ТЗ	Décembre 04-15, 2017	ТЗ	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire
Objectif 2 :	Accroître l'efficience des mé Séminaire régional	canismes de supervision afin Présenter les standards	de mieux contrôler les princip Support de présentation,	Définition d'une "feuille	ancaire dans le cadre de la s Recommandations du	upervision ba	sée sur les risques Septembre 25-29,	T2	Septembre 25-29,	Marc	1,0	1.0	2.0	4.0	1.0	1.0	2,0	4.0	
REGIONAL	méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier	rapport de mission	de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	rapport, évaluations des participants	12	2017	12	2017	ANDRIES, Alexis BOHER	.,0	.,0	2,0	-,0	.,0	.,0	2,0	-7,0	

INTER-REGIONAL	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervisior du risque de crédit		Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	Janvier 2018	Т3	Janvier 22-26, 2018	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Séminaire du CSBAOC sur la supervision sur base consolidée	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la
REGIONAL	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.
BURUNDI	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs- relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interme et de la gestion des risques (nouveille réglementation)	rapport de mission	Т3	Novembre 13-24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévue pour ter réalisée du 13 au 24 novembre 2017, et elle a été repousée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et réduite à une semaine.
BURUNDI	Renforcement des capacités du controls sur pièces à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a eté modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a ét Libreville délocalisé à Libreville et réduit à une
COBAC	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	renforcement de la fonction	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	processus internes de	canevas de préconisations	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Le thème de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Raport de mission, canevas de procédure	T2	Septembre 04-15, 2017	T2	Septembre 04-15, 2017	Pauline de la BOUILLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.		Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (IDCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, IAT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Juin 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie, en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.

COBAC	du contrôle sur pièces COBAt d'analy d'action banque propos méthoc nécess principi	C en matière (d'analyse d'un plan d'actions correctives	Les contrôleurs sur pièces de la COBAC ont amelione leur capacité d'analyse des plans d'actions correctives des établissements.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan de restructuration	T4	Avril 02-17, 2018	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0.0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	A CONFIRMER L'objet initial de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC: il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des services de paiement (poursuite de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévue au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des IMF fragiles (repoussée à FY 2019).
RDC	nouvellement recrutés à la (s) less supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle Bâle, lud risque opérationnel l'approbasée contrôle et du risque opérationnel l'approbasée contrôle et du risque de creative de l'approbasée l'appro	principes mentaux du Comité de les processus de les ur pièces et de les sur pièces et de les sur pièces et de les sur pièces, con les vièces de de les sur pièces, (ii) le le du risque de crédit isque opérationnel		superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	Juillet 17-28, 2017	Т3	Novembre 27- Décembre , 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juillet a été décalée en septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la veille du CDO, puil du CDO, puil du CDO, puil en covembre en raison de la suspension des missions, défocalisée à Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.
Objectif 3:	Assurer que les banques disposent d																		
BURUNDI	relative à la liquidité FY 201 (i) Acht du LCP de ratic l'étude	17 (LCR/Bâle III). never la transposition IR: finaliser le projet II io (prise en compte de d'impact).	règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.		Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Т3	Novembre 20-24, 2017	Т3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait
Objectif 4 :	Améliorer l'efficacité de la supervision										4.0								
RDC	la BCC à la supervision des banques en normes IFRS recentr IFRS 9 créanc (ii) sur supervi	16 par l'ÁFC en rant l'assistance que (i) sur la norme 9 relative aux ces compromises et la méthodologie de vision des états ables et prudentiels	recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	Т2	Octobre 16-27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamim DIOUMAN)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	A CONFIRMER Cette mission, qui doit impérativement se faire sur place, a été repoussée du fait de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des

						District.		District				F /		ources (per	sonnes sem		1-1		Dischart and the
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Con	Pré seiller	vues		Con		isées	Total	Résultats atteints / Commentaires
											Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site	ECT	Total	
bjectif 1 :	Les comptes nationaux annu		Centre - Statistiqu	es macroéconom	iques - Programn	ne de tr	avail du 01 m	ai 2017 a	u 30 avril 201	8 - Suivi d	e l'exécu	ution au	ı 31 oct	obre 20	17				
ésultats attendus :	Des comptes nationaux à joi	ur																	
BURUNDI	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	Т3	Janvier 8-19, 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Sources Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	Т3	Décembre 2017	Т3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
CONGO	Appui aux travaux des comptes definitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes definitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CONGO	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			Т1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activitée ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.
GABON	Calcul des indicateurs economiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs economiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T2	Aôut 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité maintenue et mars 2018.
GUINEE- EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Aôut 2017	T4	Février 2018	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'elaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est pret pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Aðut 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptables nationaux maitrisent la methode des comptes provisoires et sont formes au SCN 2008	Nombre de personnes formées	Т3	Novembre 2017	T2	Septembre 18-29, 2017	GBOSSA	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Revue de l'IPI, IPPI	Mise a jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Appui aux travaux des comptes definitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes definitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RDC	Travaux preliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liee aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Compilation des nationaux	Mission diagnostique sur le comptes nationaux	activites en comptabilité nationale.	Programme de travail	Rapport de mission	Т3	Décembre 2017	Т3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
TCHAD	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	Т3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Travaux preliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liee aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modeles de traitement des donnees sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	Т3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUOKING	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
bjectif 2 : ésultats attendus :	Comptes nationaux trimestri Mise en place des indicateur		mestriels pour les années pas	sées															
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005 - T4	Une série de comptes nationaux trimestriel est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux ameliorant les comptes nationaux Renforcement des capacités	Fiabiliser les donnees de comptabilite nationale	Publications a jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.
ésultats attendus :	Formation des cadres aux tr	avaux de comptabilité nation																	
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résiden a préparé la mission mais n'a pu participe au séminaire à causé de la suspension des missions dans le pay hôte du séminaire.
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 : Nomenclatures, Collecte et modeles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modele de nomenclatures, Methodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA	2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Séminaire régional à Malabo

REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC Partici	icipation du Conseiller	Coordination	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018				0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
RDC	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	icipation du Conseiller	Coordination	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Activité ajoutée au programme

													Ress	ources (per	sonnes sem	aines)			
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Cons		vues ECT	Total		Utili seiller	sées ECT	Total	Résultats atteints / Commentaires
		AEDITAC C	entre - Statistique	e des finances n	ubliques Dreaman	umo do i	ravail du 01 r	mai 2017 /	20 avril 20	110 Cuivi	Bureau				Bureau	Site	EUI	TOTAL	
Objectif 1 : Renforcer l'	élaboration et la diffusion des sta	atistiques des finances publiques	pour la prise des décisions					IIai 2017 d	au 30 avrii 20	JIO - JUIVI	ue i exe	cution a	10 31 00	Ltobre 2	.017				
Objectif 2 : Appuyer les Résultats attendus :	Amélioration de la capacité du Les données sont compilées à	le la transparence des statistique personnel grâce à la formation,	es financières, en participant au S en particulier sur l'élaboration de appropriées, y compris le traiten	données de source, les méth	odes de compilation et de diffu	usion des stat	istiques des finances pi	ubliques ; es qui en résulter	it (DQAF 3.3 et/ou 3.4	i);									
REGIONAL	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE;	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maitrise de la methodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRTILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	Appui au Burundi sur la rédaction du Manuel de procédures sur le traitemen des PPPs.	Le chapitre (texte) du Burundi du traitement des t PPPs dans les SFPs	Une procédure detaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un receuil des procedures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			Т3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)		Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)		TOFEs 2011-15 transmis	Т3	Novembre 2017	Т3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013- 15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013- 2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Aout 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013- 15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011- 2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	ТЗ	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'elaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE- EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	les SFP 1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'elaboration des SFP base MSFP 2014	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Juin 2017	T1	Juin12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011- 2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	6 GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011- 2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Nouvelle activité au profit de la RDC.
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'elaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T2	Août 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET- PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Stat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP		T2	Octobre 2017	T3	Janvier 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 2017	Т3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous- secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011- 2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Mars 12-16, 2018	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	

													Ress	ources (per	sonnes sema	ines)			
Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période Date réalisée	Data réalisés	Experts	Prévues			Utilisées				Résultats atteints /	
Zone a mitervention	Activité						Date prevue	réalisée	Date realisee		Cons	eiller	ECT	Total	Cons	eiller	ECT	Total	Commentaires
											Bureau	Site	ECI	I Otal	Bureau	Site	ECI	iotai	
	AFRITAC Cent	re - Institut de Fori	mation du FMI (ICE)) et Institut de F	ormation pour l'A	frique (I	FA) - Progran	nme de tra	avail du 01 n	nai 2017 au	ı 30 avri	I 2018	- Suivi d	de l'exé	cution a	u 31 oc	tobre 20	017	
	Cours régional (ICD) sur la	Renforcer la capacité des	Les communications	Sensibilisation des	Compte rendu du cours et	T4	mars-18				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
REGIONAL	gestion macroeconomique	cadres regionaux en	délivrées et les	acteurs concernés	évaluation des participants														
REGIONAL	dans les pays riches en	matière de gestion	enseignements du cours																
	ressources naturelles	macroeconomique	_																
	Cours régional (ICD) sur	Renforcer la capacité des	Les communications	Sensibilisation des	Compte rendu du cours et	T4	mars-18				0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
REGIONAL	l'analyse et la prévision	cadres regionaux en	délivrées et les	acteurs concernés	évaluation des participants														
REGIONAL	budgétaire	matière d'analyse et de	enseignements du cours																
	ů.	prévision budgétaire																	





ANNEXE 6

Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings oragnisés au 31 octobre 2017

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires						
1		Régulation et supervision bancaires	50	Libreville	29 au 31 mai 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR) et la banque mondiale	Gestion de la dette publique	32	Libreville	17 au 21 juillet 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
3	Séminaire régional sur la régulation et la supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique	Régulation et supervision bancaires	52	Libreville	25 au 29 septembre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Ateliers						
	Atelier technique sur la fiabilisation des comptes et élaboration du plan de trésorerie au profit de cadres du Tchad	Gestion des finances publiques	6	Libreville	3 au 7 juillet 2017	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org





Aide mémoire Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings - Exécution pour l'année fiscale 2018

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Bénéficiaire(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires	régionaux	Į.	ļ.				'
1	Séminaire régional sur la modernisation des procédures douanières dans le contexte du nouveau code régional en voie d'adoption par les Etats membres de la CEMAC et sur les meilleures pratiques internationales	Administration Douanière	AFC	29	Libreville	Février 19-22, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Séminaire interrégional avec AFRITAC Sud sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts en vue de lutter contre les fraudes (3ème Edition)	Administration Fiscale	AFC	21	Yaoundé	Février 26 - Mars 02, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
3	Séminaire régional sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Gestion des Finances Publiques	AFC	26	Libreville	Novembre 06-10, 2017	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
4	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur les enjeux de l'exécution du budget en mode programme	Gestion des Finances Publiques	AFC	29	Abidjan	Février 26 - Mars 02, 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
5	7 ^{ème} Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'Afritac Centre (FOHBAC) - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Gestion des Finances Publiques	AFC	ND	Malabo	Avril 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
6	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Analyse Macroéconomique et Budgétaire	AFC	20	Douala	Avril 23-24, 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
7	Séminaire régional de formation au SCN 2008 : Nomenclatures, collecte et modèles de traitement des sources	Statistiques Macroéconomiques	AFC	30	Malabo	Avril 16-20, 2018	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org
8	Séminaire régional en statistiques des finances publiques	Statistiques des Finances Publiques	AFC	48	Douala	Avril 23-27, 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org
9	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR).	Gestion de la Dette Publique	AFC	32	Libreville	Juillet 17-21, 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
10	Séminaire régional sur la régulation et la supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	52	Libreville	Septembre 25-29, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Séminaire interrégional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	21	Dakar	Janvier 22-26, 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
12	Séminaire régional sur la supervision consolidée des groupes bancaires	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	50	Libreville	Mai 29-31, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Trainings			Į.				'
1	Cours régional sur la gestion macroeconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	Gestion Macroéconomique	AFC	27	Ebène	Mars 5-16, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (Code : APB)	Gestion Budgétaire	AFC	27	Ebène	Mars 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
Ateliers tecl		0 " 1 "	T				
1	Atelier technique sur la fiabilisation des comptes et élaboration du plan de trésorerie au profit de cadres du Tchad	Gestion des finances publiques Gestion de la dette	TCHAD	6	Libreville	3 au 7 juillet 2017	Agnès Turenne - ATurenne@imf.org
2	Atelier technique sur l'élaboration de la stratégie de la dette	publique	RDC	7	Libreville	06 au 10 novembre 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
3	Formation des superviseurs de la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo (BCC) nouvellement recrutés	Régulation et supervision bancaires	RDC	20	Libreville	27 novembre au 08 décembre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
4	Atelier technique portant sur la révision de la réglementation bancaire prudentielle qualitative	Régulation et supervision bancaires	RDC	6	Libreville	12 au 23 février 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
5	Atelier technique sur les modes opératoires de la BRB pour la détection précoce des difficultés bancaires	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	12 au 16 mars 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
6 Autres activ	Atelier technique Formation des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi à la supervision opérationnelle du contrôle interne et de la gestion des risques ités de formation	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	23 au 27 avril 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
1	Participation au séminaire régional d'AFRITAC Sud sur l'approche macroprudentielle à suivre en matière de contrôle et de gestion des risques systémiques	Régulation et supervision bancaires	RDC	2	Prétoria	23 au 27 octobre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org

ND = Non défini





ANNEXE 7 PROJETS PLURIANNUELS EN COURS DE PREPARATION POUR L'EXERCICE FISCAL 2018

Numéro d'ordre	Titro du projet	Durée (en nombre d'années)	Pays concernés	Situation au 31 octobre 2017	Contact(s)
Administration de	<u>vuantere</u> Appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	2	CEMAC, Burundi et RDC	Une activité d' appui à la rédaction des textes d' application du nouveau code revisé en cours d'adoption a été lancée en octobre 2017 et les premiers résultats sont attendus d' ici décembre 2017.	
2	Appui à l'élaboration de programmes de suivi du transit et de contrôle à destination des exonérations	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RD Congo et Tchad	Les quatre (04) activités ont été réalisées au Congo, Tchad, Cameroun, et Gabon ont contribué à l'identification des produits et secteurs à fort potentiel de risque.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
3	Appui à l'élaboration de programmes de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement	3	Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad	Trois activités realisées au Gabon, Cameroun, RCA ont contribué a l'identification des disfonctionnements en matière d'application de la règle transactionnelle.	
4 Administration	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	Une activité a été realisée au Gongo et a contribué a la rédaction d'une instruction cadre permettant la modernisation des procédures douanières conformes au nouveau code régional révisé	
5	Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RD Congo et Tchad	Quatre (04) activités ont ete realisées au Tchad, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale et ont contribué au renforcement des contrôles fiscaux et la collaboration douanes-impôts.	
6	Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	3	Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad	Trois (3) activités ont été réalisées en RCA, Guinée équatoriale et Sao Tomé et Principe ont propose de nouvelles procédures de déclaration et de paiement.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
7	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	AFC n'a pas encore realisé d'activites dans ce projet.	
Gestion des fin	ances publiques Appui à la mise en place du cadre harmonisé des finances publiques dans la zone CEMAC		CEMAC	Les activités dans le cadre de ce projet se poursuivent a travers les avis de conformité ont été délivrés sur les projets de textes du Cameroun et la participation en mai 2017 au séminaire sur le contrôle parlementaire.	
9	Consolidation des opérations des opérations budgétaires et du reporting de la situation des autres administrations		RDC, Gabon	En juilet 2017 et Août 2017 des missions d'assistance technique se sont déroulées à Libreville et Kinshasa sur l'amérioation de l'exhaustivité du budget dans le cadre de la mise en place du budget programmes. Au gabon la présentation de la loi loi de finances s'est améliorée avec l'identification et l'integration dans le le budget de l'Etat de nouvelles recettes affectées sous la forme de comptes d'affectation spéciale En RDC les principes relatifs aux affectations ont été élaborés pour faciliter l'identification et la prise en charge dans le budget de l'Etat.	
10	Renforcement du contrôle interne de l'exécution du budget au niveau des ordonnateurs		Gabon, Cameroun, RDC	Finalement deux pays sont retenus dans le cadre de cet projet li s'agil du Gabon et du Cameroun. La première mission au Cameroun est envisagée pour l'exercice a venir. Le Gabon a deja reçu une 1 ere mission sur le controle interne au ministere de l'education et le travait doit se poursuivre. La RDC a demande lors du CDO 2016 de rester sur les Projets annuels de performance	Abdoulaye Toure - AToure3@inf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
11	Appui à l'élaboration des instruments de pilotage de l'exécution du budget : Plan d'engagement et plan de trésorerie		Congo, Gabon	Ce projet concerne essentiellement la RCA et s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence de reforme des finances publiques adopte par le gouvernement de la RCA. Un seminaire de renforcement des capacites a et le hitle en faveur de tous les pays d'Afritac centre sur le pilotage de l'execution du budget.	
12	Appui à la production régulière des états financiers		Tchad, RCA, Gabon, Burundi	Au cours du premier semestre, une mission d'assistance technique et un atelier technique ont été organisés pour le Tchad dans le cadre de la qualité de la documentation comptable à produire.	
Régulation et s	upervision bancaires Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires sur base consolidée.			Le projet a été engagé. Un séminaire régional a été	
13	3	2	СОВАС	organisé et deux missions ont été réalisées au cours du semestre : (i) revue du cadre légal et réglementaire existant en matière de supervision consolidée, (ii) révision des projets d'états financiers consolidés établis en IFRS	
14	Développement des capacités de la fonction juridique (secrétariat de la commission, maîtrise des risques juridiques)	2	COBAC	Le projet a été réalisé, pour la partie susceptible d'être prise en charge par l'AFRITAC Centre : une mission a été effectuée sur la mise en œuvre des mesures préventives (intervention précoce). Le caractère pluriannuel du projet doit être reconsidéré par conséquent.	Alexis Boher -
15	Révision du cadre de la supervision des établissements de paiement, des services de paiement et de l'émission de monnaile électronique.	2	COBAC	Le projet a été engagé. Un séminaire régional a été organisé et une mission a été réalisée au cours du semestre : revue du cadre légal et réglementaire existant et du projet préliminaire de réglement CEMAC.	ABoher@imf.org
16	Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	2	RDC (BCC)	Le projet a été élargi, à la demande de la BCC, à la révision de l'ensemble de la réglementation prudentielle qualitative. Une première mission a été effectuée pour la révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. L'instruction relative à l'agrément sera revue en 2018.	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale

AFRITAC Centre

Libreville, Gabon



ANNEXE 8 PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND
II- CONSEILLERS RESIDENTS :
ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA
ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, AGNES TURENNE
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI
REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : HUBERT GBOSSA
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI
GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU
III- SUPPORT ADMINISTRATIF :
RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE
CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA
ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,
DJENA LAETITIA DJEMBO
TECHNICIEN COURSIER : BATSIELILI IDOUDOU